

Politique internationale

Par Eugène Maléau

LE RIDEAU DE FER, à l'exception du mur de Berlin, n'est, depuis longtemps, plus qu'une passoire. Les déplacements touristiques entre le monde communiste et l'Occident se multiplient. Les missions commerciales vont de part et d'autre des frontières pour tenter de conclure de bonnes affaires, et les grands se rencontrent, se sourient, se congratulent, lorsqu'ils se rendent visite. Les communiqués communs, publiés à l'issue de ces contacts, sont toujours optimistes, souvent on croit y trouver la possibilité d'une ouverture nouvelle sur la voie du désarmement et de l'accélération de la détente. Malheureusement, ces deux optimistes prennent fin sur le quai de gare ou sur l'aérodrome au moment des adieux. Aussitôt que les pourparlers à deux se transforment en conférences internationales, les grandes déclarations d'amitié et de collaboration font place à des réticences et des accusations mutuelles. On ergote, les contrepropositions s'opposent aux propositions, les travaux sont suspendus pour quelques semaines ou quelques mois, et tout recommence.

Le seul résultat concret obtenu à la conférence du désarmement consiste dans le Traité de Moscou. Si celui-ci a été accueilli avec faveur, voire avec ferveur, c'est qu'on pouvait s'attendre, semblait-il, à ce qu'il représente un prélude à d'autres accords. Mais rien n'est venu renforcer ce premier résultat, plus moral que positif. Ainsi la situation internationale reste stationnaire et le chemin qui devrait nous conduire au désarmement est encore à trouver.

Le changement le plus important qui se marque dans la politique internationale nous vient de l'Est. Il est représenté par le besoin d'indépendance nationale que manifestent les pays satellites de l'U.R.S.S. Après la Pologne, qui a profité de l'imposition de M. Gomulka à la tête de son gouvernement contre les staliniens, pour faire preuve d'un libéralisme qui reste contrôlé, mais n'en est pas moins réel, la Roumanie, elle, profite du conflit idéologique qui oppose Moscou à Pékin pour résister à certaines exigences économiques soviétiques.

On en peut déduire que « l'unité du mouvement communiste international », proclamée par les congrès communistes comme un acte de foi, est contredite par la pratique. Faut-il s'en réjouir? Il est probablement trop tôt pour le faire. La résurrection du nationalisme en Europe centrale, cette ex-poudrière de l'Europe, mérite d'être étudiée avec prudence. Car elle n'existe pas seulement en Roumanie. Ce nationalisme ne change rien à la doctrine communiste des pays satellites, leur structure politique reste la même. Il a même pour effet de ralentir au régime une partie de la population restée en marge du parti unique, sous le signe du patriotisme. Ceci aurait pour effet de retarder encore une libération des individus, et le retour à une démocratisation même partielle de ces pays. Si la marche vers la liberté nationale est réelle, rien ne prouve qu'elle sera accompagnée d'un pas à la rencontre de la liberté individuelle. Il faut donc attendre avant de conclure.

La C.I.S.L. condamne devant le B.I.T. l'ingérence du Gouvernement espagnol dans les relations du travail

Les récentes grèves, en Espagne, ont entraîné de la part des autorités franquistes les mesures de répression tristement habituelles aux dictatures, sans parvenir cependant à cacher aux yeux de l'opinion publique mondiale l'opposition grandissante manifestée par les travailleurs à l'égard du régime fasciste du général Franco. La Confédération internationale des Syndicats libres — qui avait déjà, à plusieurs reprises, déposé plainte devant le Bureau international du travail, contre le gouvernement espagnol, pour violation des droits syndicaux en Espagne — vient de faire parvenir au B.I.T., conjointement avec la Confédération internationale des Syndicats chrétiens, des informations complémentaires à sa plainte du 28 avril 1964. Omer Becu et Auguste Vanistendael, respectivement secrétaire général de la C.I.S.L. et de la C.I.S.C., ont adressé ces compléments d'information, le 3 juillet 1964, au directeur général du B.I.T., David Morse.

Dans la province de Guipuzcoa, au Pays Basque (dit la plainte), plusieurs entreprises ont été fermées et des centaines de travailleurs renvoyés. Ces agissements ont été favori-

sés et parfois imposés par les autorités, ce qui constitue de la part de celles-ci une ingérence inadmissible du gouvernement dans les relations employeurs-travailleurs. On rapporte même que le Conseil des ministres a frappé de 500.000 pesetas d'amende l'entreprise « Industrias españolas S.A. », sise à Saint-Sébastien, responsable d'avoir cédé à la pression revendicative des ouvriers en grève, réclamant une augmentation de salaire. Or, une note du gouvernement civil de la province, publiée à la suite de cette décision du Conseil des ministres, stipule qu'il ne peut être accordé d'augmentation salariale sous la pression d'une grève...

Le texte de la C.I.S.L. et de la C.I.S.C. mentionne encore une

liste de travailleurs arrêtés au Pays Basque pour leurs activités syndicales ainsi que la copie d'une lettre adressée par les délégués des syndicats verticaux et les délégués d'entreprises de Bilbao au délégué provincial du syndicat officiel. Cette missive pose en termes précis la question de savoir pourquoi, notamment, le dernier Congrès syndical ne comportait pas de véritable représentation de travailleurs et pourquoi les délégués de la base sont seuls élus alors que les postes de direction syndicale sont octroyés par nomination d'office du gouvernement? Le mouvement syndical international libre recommande enfin au B.I.T. qu'il invite le gouvernement espagnol à libérer les prisonniers pour faits de grève et la levée des sanctions pénales, administratives ou autres, et que les travailleurs renvoyés ou déportés soient replacés dans leur emploi initial. Il demande, d'autre part, que l'exercice du droit de grève soit reconnu en Espagne et que la législation soit modifiée en ce sens, permettant la restauration de la liberté syndicale et des droits syndicaux garantis par les Conventions 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail.

¿Qué es el socialismo?

La conciencia del mundo.

Anatole FRANCE.

Apuntes londinenses

De las fragatas y otras cosas pintorescas

Cuando estas líneas vean la luz es posible que el asunto o tema del frustrado negocio de armamentos navales entre España y Gran Bretaña haya consumido todas sus etapas. De ahí que necesariamente todo cuanto digo a continuación habrá perdido su actualidad, es decir la de hoy, domingo 5 de julio. No obstante, el tema sigue teniendo gran interés para los socialistas españoles, debido a que la dirección del Partido Laborista por boca de su líder parlamentario, como también a través de un portavoz oficial que hizo unas declaraciones el pasado día 30 de junio exponiendo el punto de vista del laborismo, cuanto igualmente por el discurso de Patrick Gordon Walker ayer en Colchester, nuestros compañeros y amigos laboristas han dicho al mundo entero, tanto al comunista como al llamado "mundo libre", que si bien están en contra de la España franquista, de otra parte «... nosotros, pensando en el porvenir, esperamos tener relaciones estrechas y amigables con la España que suceda al franquismo», según dijo ayer el compañero Gordon Walker, presunto encargado de la cartera de Asuntos Extranjeros en un gobierno laborista.

Pero hay más: esas relaciones estrechas y amigables a que se refirió Gordon Walker, serán mantenidas con una España democrática y no con ninguna otra; esto es, quedan excluidas automáticamente todos los tipos de dictadura, sea ésta negra, azul o roja, tal y como ha venido manteniendo desde su formación la Unión de Fuerzas Democráticas de España.

« Nuestra actitud — dijo Wilson el día 1 de julio, respondiendo a unas acusaciones hechas por el Primer ministro, sir Alec Dou-

glas-Home — es totalmente consistente. Nosotros apoyamos, como lo hemos hecho siempre, las relaciones comerciales con todos los países independientemente de su naturaleza o actitudes poli-

Por Roderick Seville

ticas. Igualmente nos oponemos y nos hemos opuesto siempre a que se envíen armas o secretos navales y militares a países comunistas y fascistas. »

Esta declaración tan categórica no ha agradado al diario de los comunistas británicos, el "Daily Worker". Es natural que sea así, puesto que a los comunistas británicos, o bien directamente o

utilizando esos subterfugios en los que son expertos — en este caso ese despreciable Comité de la "Campaña pro-Amnistía en España" — la tragedia del pueblo español les viene como anillo al dedo para introducirse en los sindicatos británicos y en el mismo Partido Laborista.

Mas he aquí cómo expresa su cólera el diario comunista británico, en su número del 4 de julio: « Mister Wilson dice que el Partido Laborista está en contra de suministrar armamentos tanto a los países fascistas como a los socialistas. Al insultar injustificadamente a naciones que defienden la paz y se oponen al fascismo, eso no favorece a su causa. Los países socialistas no necesitan armamentos británicos,

(Pasa a la pág. segunda.)

Con las palabras de siempre

El Caudillo en sus Cortes

EL Caudillo ha inaugurado otra poco renovada promoción de lo que llama sus Cortes de Procuradores, de las cuales ha dicho en el discurso inaugural: « Yo reto a que pueda haber en el mundo institución parlamentaria que revista más severidad y eficacia que la conseguida en nuestras Cortes. » Y como todos los procuradores están escogidos por él y por sus servicios, todos ellos se han mostrado orgullosos del reto, con esa unanimidad que hace la « severidad y eficacia » a que se refiere Su Excelencia.

Se han equivocado quienes de ese discurso esperaban la trascendental revelación de cómo y cuándo ha de efectuarse ese perfeccionamiento de las instituciones de que se ha venido hablando por algunos ministros y por el Caudillo mismo; pero éste se ha limitado a decir en cuanto a ello, que el tal perfeccionamiento es « un imperativo de estas horas de paz ». Confiérense con esto y esperen los que esperaban, ya que el poder del Caudillo no tiene por qué someterse a ningún imperativo, ni siquiera al de las horas.

Verdaderamente, el discurso no dice nada nuevo, y muy bien podría pasar por pronunciado en el pasado año y aun en años anteriores. Las mismas invectivas contra los regímenes que precedieron al suyo; el mismo empeño en afirmar que si su régimen no es como los de los países más progresivos, es nada menos que porque se les ha adelantado en un cuarto de siglo; igual execración del « espíritu mezquino » de quienes no quieren comprender la « grandiosidad de la obra » que realiza su Organización Sindical, a la que llama « poderoso instrumento al servicio del bien común ». Diríase que ese poderoso instrumento no ha sido afrentado por las huelgas de Asturias.

La misma insistencia en querer aparecer como el máximo y más cetero paladín del anticomunismo, tildando de comunistas a cuantos se le oponen o censuran y llegando a decir que « incluso muchos de los que se titulan cristianos no tienen de ello más que la careta, pues en su actuación son compañeros de viaje, cuando no actores principales, de la gran conspiración comunista ». Dentro de ese mismo orden, el Caudillo afirmó: « Hay que enfrentarse con el reducido grupo de intelectuales pesimistas que, lo mismo que ocurrió el 98 con su crítica negativa, su negación de los ideales y el envenenamiento de la juventud, tienden a cambiar su natural noble y generoso en amargado y estéril, lo que podría implicar, si arraigase, el fin de toda esta era de prosperidad y grandeza, lograda a costa de tantos sacrificios ».

¡Esta era de prosperidad y grandeza! Huyendo de ella y dejando a España sin mano de obra especializada, van esas miserables caravanas de trabajadores que todos los días marchan al extranjero en busca del trabajo y del pan que faltan en la desastrosa economía de su país. También a ellos ha tenido que referirse el Caudillo, sobre todo a los de la agricultura, reconociendo « la urgencia » de transformar las estructuras del campo. Urgencia que sigue abierta e insatisfecha al cabo de esos « veinticinco años de paz », después de aquel alzamiento tan financiado por quienes con él quisieron precisamente oponerse a la reforma agraria que había acometido la República.

Palabras y más palabras, entre ellas una divertida disertación sobre la diversidad de formas de la democracia, entre las cuales la mejor y aun la única buena es ¡su régimen! Y son muy de notar esas otras palabras que ante ciertas vacilaciones y desvíos de la Iglesia o de parte de ella, le dedica a ésta recordándole que el Movimiento vino « a colocar a la Iglesia en su superior magistratura ». Así parece el Caudillo prevenirse contra una muy temida ingratitude.

Si, palabras y muchas palabras, como para llenar el tiempo de una hora larga, pero no las que muchos esperaban. Por eso el discurso del Caudillo ha decepcionado a los crédulos que, temerosos del porvenir, tienen o creen tener algo que ganar o que conservar por virtud de un simple perfeccionamiento de las instituciones. Mas para el Caudillo el caso es diferente. Para él no hay nada más seguro que prolongar su situación hasta donde pueda. Bien sabe o presiente que en un tal « perfeccionamiento » no tiene nada que ganar y acaso todo que perder. Es su destino.

Deseo dirigirme a los hombres de ciencia, historiadores, economistas y sociólogos para exigirles modestia. Es necesaria la modestia del filósofo frente a la ciencia, pero también es indispensable la modestia de los hombres de ciencia frente a la filosofía. Esta vez pretendo hablar desde el punto de vista de esta última.

La ciencia también recurre a ciertas premisas filosóficas. Los hombres de ciencia hablan con mucho entusiasmo de la superioridad de la investigación científica basada en los hechos, cuando se la compara con las habladurías carentes de todo fundamento. Hasta aquí están en lo cierto. Pero no tienen razón cuando hablan de la "filosofía estéril, carente de apoyo". Esta tesis, que sirve de base a toda ciencia, y que no ha sido demostrada en forma científica —no deja de ser una tesis filosófica—. La tesis acerca de la superioridad de la investigación basada en los hechos, y hasta el mismo concepto de "hecho", son ambos elementos que componen la ciencia, y no resultado de ella, mientras se la considere como ciencia aislada. El "hecho" no es la última instancia, ni es lo suficientemente alta, como para negar al hombre de ciencia (invocando el realismo) el derecho de adjudicarse a sí mismo conocimientos y tomar decisiones que no están dentro de su reducido trabajo científico, pero que lo obligan a realizar algo en su vida.

El hecho, siempre que se trate del hecho científico consciente y no del acontecimiento en sí, tiene dos limitaciones. Ante todo, el "hecho" no es idéntico al dato primario. El "hecho" se gesta luego de una selección de los datos por medio de la separación entre lo importante y lo superfluo que se encuentra en ellos, y por la reunión del resultado de esa selección en una "unión de hechos". Pero los criterios de la selección, los criterios de la elección entre lo importante y lo superfluo, nunca son consecuencia del material investigado mismo, sino la base de la formación del hecho. Estos criterios deben ser tratados indefectiblemente en un debate filosófico, ya que no pueden ser revisados en el reducido terreno de la ciencia.

El "hecho" más común en las reflexiones de los hombres de ciencia (toda vez que esas reflexiones carezcan de toda base filosófica) tiene una limitación también desde otro punto de vista. La noción de "hecho" es captada por lo general como refiriéndose a algo que existe y no a algo que sería deseable que existiera. Se piensa en lo existente en comparación a lo conveniente y lo deseable. En la discusión entre la ciencia y la filosofía seguramente se elude la noción dialéctica de "hecho", que encierra en sí misma no solamente lo que existe en el "hecho" sino también lo que existe en potencia y ha de realizarse en la práctica. Y si para nuestro debate en esta ocasión debemos utilizar la acepción reducida del concepto "hecho", no lo tomemos en cuenta solamente como tal, aun cuando queramos ser hombres de ciencia "concientes" que se ocupan sólo de datos científicos. El hecho científico, cuando se lo toma como lo existente, que se opone a lo conveniente, no puede ser considerado como una instancia tan elevada que pueda prohibir a un grupo de hombres, que se reúnen en una época llena de peligros, plantear tesis acerca de lo deseable, que habrá de realizarse íntegramente aunque todavía no se haya llegado a ello.

Estamos buscando un camino, y por lo tanto ha llegado la hora de pensar también en este sentido: ¿los procesos descritos por las ciencias sociales son inevitables? El hombre —¿no puede esperar un futuro que no tenga que ser una continuidad directa del presente, y que haya posibilidad de modificar su sentido y moldear su carácter descubriendo las leyes que rigen la formación de los acontecimientos históricos? Como marxista he de responder positivamente a esas preguntas. El fenómeno exterior del hecho social nos muestra lo actual, pero no nos muestra algo que deba persistir hasta la eternidad. Por eso los hombres de ciencia deben preguntarse: ¿qué

LIBERALISMO

ante su destino

El Socialismo en 1964

La base de la libertad

debo yo hacer? ¿Qué es lo deseable? Hay quienes tratan de demostrar que el marxismo valió solamente para el siglo XIX. El valor del marxismo se interrumpió en el siglo XIX para aquellos que terminaron de leer a Marx en ese siglo. El que lo lee hoy tiene todavía mucho que aprender de él. Y lo que siempre digo a los antimarxistas (cosa que no les gusta oír) es que ellos se inspiran muchas veces en Marx cuando se proponen atacarlo.

El profesor Talmón atribuye al socialismo dos argumentos que, según él, nunca fueron comprobados: 1), que la naturaleza humana es positiva desde el momento que el hombre nace; 2), que la esencia íntima del género humano es idéntica y constante. Con el auxilio de esos dos argumentos, el socialismo quiso encontrar la solución a tres antinomias contra las que se enfrenta toda doctrina social:

1), entre la libertad y la igualdad; 2), entre el marco individual y la organización colectiva; 3), entre la espontaneidad y el determinismo. Se puede apreciar que la segunda antinomia del profesor Talmón es un aspecto del problema de la igualdad, y que su tercer antinomia es un aspecto del problema de la libertad, de manera que las dos últimas antinomias se asientan, en realidad, sobre la primera. En lo que a la primera respecta, no creo que la relación entre la igualdad y la libertad sea una antinomia, si es que entendemos por antinomia una contradicción que jamás podrá tener solución. Esos dos elementos forman una antinomia eterna cuando se adopta una actitud que identifica como "libertad" a la libertad de la propiedad privada desigual, y de esa manera considera a la igualdad material entre los hombres como un atentado contra esa libertad. La antinomia entre la igualdad y la libre manifestación personal (que es diferente en cada individuo), se produce cuando los medios de materialización de la manifestación personal están restringidos y no pueden satisfacer las necesidades de manifestación personal de cada uno. La afirmación de que la producción social de los bienes se encuentra irremediablemente atrasada con respecto a las exigencias de manifestación individual de todos los miembros de la sociedad es

una afirmación filosófica, no científica y, según mi opinión, incorrecta. La igualdad material de los hombres bajo condiciones de plena capacidad productiva puede crear las condiciones para el logro de la libertad en sus manifestaciones individuales más íntimas. Apreciado desde este punto de vista, la igualdad —considerada como el derecho y la posibilidad

Por M. Grol

de los hombres de producir, consumir, actuar y satisfacer sus necesidades bajo condiciones iguales— es la base, mientras que la libertad no es sino una consecuencia que resulta directamente del hecho de que todos los hombres son iguales. De aquí se desprende que la suposición de una antinomia entre la libertad y la igualdad carece de toda base, tanto desde el punto de vista de la lógica, como desde el aspecto de los hechos históricos. No es imposible que se creen condiciones históricas materiales en las que se pueda llegar a la libertad gracias a la realización de la igualdad.

Pero se puede llegar a una comprensión más profunda y filosófica de la igualdad y la libertad. En su significado filosófico estos dos valores no pueden ser demostrados de la manera en que se demuestran los hechos científicos. No demuestro la cualidad del individuo como ente libre, por medio de la contemplación pasiva del objeto en cuestión, sino por el medio "subjetivo" de la praxis: el individuo es un sujeto que moldea libremente su mundo, y este hecho lo conoce directamente por mi experiencia; sólo por esta mediación "comprendo" al prójimo en calidad de objeto. Los "hechos" no pertenecen en su totalidad a una misma clase; no todo hecho es un objeto exterior a ser conocido tal como creen determinados hombres de ciencia. Hay ciertos hechos que capto por vivir mi existencia y a través de la misma. Estos hechos exigen un tratamiento filosófico. Es sumamente necesario entender esto para despertar en los hombres de ciencia cierta modestia frente a la filosofía.

Viene a mi recuerdo cierto ar-

tículo de O. Bauer, escrito al cumplirse los cuarenta años de la aparición de "El Capital", en el cual demostró que la comprensión de esa obra tiene cierta historia, y que en el corto tiempo de cuarenta años cada generación la interpretó de otra manera. Hasta el mismo marxismo se interpreta a sí mismo en una forma diferente, puesto que la situación histórica y las finalidades históricas actualizan cada vez otros aspectos de esa doctrina. En la actualidad, el decano de la cátedra de Filosofía de la Universidad de Leningrado plantea en su último libro la necesidad de renovar en el marxismo el planteo del problema de la responsabilidad del hombre por sus actos, como condición para la forjación de las relaciones entre el individuo y su aporte a la construcción del socialismo. El determinismo histórico, especialmente en su versión no dialéctica, requiere indudablemente cierto desarrollo para que pueda dar una respuesta a la cuestión: ¿cómo debo yo reaccionar ante determinados fenómenos?

Ese es el problema que se nos plantea a todos.

Aunque la actitud del individuo hacia el colectivo siga siendo siempre un problema que exige cierta solución, no se puede deducir de ello, en principio, que no se debe tomar una decisión que posibilite una solución, y decir que entre la igualdad y la libertad existe una antinomia. Si "libertad" no significa solamente libertad de pensamiento sino también libertad de acción, debemos pues suponer necesariamente que las leyes que rigen la realidad y las que rigen la voluntad humana son las mismas. Si la misma realidad precisa de la conciencia humana para ampliarse, y si sus reglas son las mismas que rigen la voluntad (que es activada por la conciencia humana), llegamos a la conclusión de que la libertad humana no está en contradicción con las reglas objetivas de la realidad.

La libertad individual no contradice la necesidad objetiva, porque la libertad de acción le será dada al individuo sólo cuando sea plenamente consciente de esa necesidad, es decir, cuando la tenga en cuenta. La libertad de acción no existe cuando se desea algo que es, en principio, irrealizable. Pero reconocer la necesidad no significa reconocer un

régimen que destruye la libertad. Libertad significa aceptar las leyes objetivas en tanto las haya reconocido, es decir, en tanto las haya convertido en mis propias leyes, y no puedo reconocer libremente aquellas leyes que destruyen la libertad. Como en el acto del reconocimiento por parte del sujeto se recalca su soberanía y se contradice todo contenido que la destruya, no se puede reconocer la necesidad del fascismo. Habrá quienes me dirán que lo mismo se puede decir del comunismo, pero ello no es así. Siguiendo esas ideas sobre la Unión Soviética (a las cuales me opongo de principio) se dirá que el comunismo no cumplió sus promesas, que aún no ha llegado a la libertad. Pero los fundamentos de su doctrina se basan en la libertad y se proponen asegurarla, y por eso no existe la mínima justificación al identificar al comunismo con el fascismo, aun cuando se critique su forma de acción. Ninguna doctrina es directamente responsable por su puesta en práctica fracasada, aun cuando sea confirmada por una realización exitosa. La matemática no es responsable de que el punto construido gracias a ella está fallado, si es que en realidad lo está.

La prueba por la que debe pasar esa doctrina social-política cuya realización todavía es cuestión del futuro, es necesariamente también una prueba filosófica. Frente a la filosofía positiva del socialismo, el profesor Talmón nos planteó una doctrina negativa-polemista. Pero con una crítica del socialismo no se puede pretender la defensa del liberalismo. Para justificar su crítica al principio de la igualdad, el profesor Talmón nos trae los argumentos de Nietzsche. El liberalismo, según el profesor Talmón, es una posición convencional de que para el desarrollo de la cultura hay que evitar la igualdad; deben existir gobernantes y gobernados. Me parece que esta filosofía, además de ser inhumana, está también en contradicción con la libertad. Planteado de esa manera, puedo entender muy fácilmente por qué la igualdad está en contradicción con la libertad. Como quiera que fuera esa doctrina no es científica sino simplemente una filosofía abstracta. Esa doctrina arguye que el instinto humano es malo por naturaleza, pero también supone un carácter permanente, a pesar de los cambios del hombre y de su historia. Esto último tiene por objeto aludir a la declaración del profesor Talmón en el sentido de que el socialismo marxista supone que el instinto humano es un principio positivo, y que ese carácter es permanente. Deseo recordar que así como para Hobbes la tesis acerca del carácter antisocial del hombre le sirvió de fundamento de la sociedad y el Estado, la escuela de Shaftesbury consiguió ese mismo objetivo en base al carácter y moral del individuo.

De igual manera se puede llegar a una fundamentación del socialismo de dos maneras distintas, y entonces todo debate acerca del carácter original del individuo no tiene ningún valor. El problema consiste en la capacidad del hombre de modificar sus condiciones y estructuras de vida. El marxismo considera los cambios en el carácter del individuo de acuerdo a las modificaciones de esas condiciones materiales. Es por ello que, contrariamente a la tesis de Talmón, se debe hablar de la no constancia del carácter del hombre. Lógicamente siempre hay algo que permanece constante: el hombre en calidad de tal. El hombre como ente que moldea su mundo debe persistir para que sea posible la modificación, la historia. Para Nietzsche lo que persiste es el carácter metafísico de la voluntad, y hasta el profesor Talmón deberá suponer en el hombre ciertos elementos fijos.

Trataré entonces de diseñar mi posición en una forma positiva. No me apartaré de la esfera filosófica aunque muchos de los hombres de ciencia no se avienen a filosofar.

Deseo recalcar un solo asunto, el del trabajo como rasgo de carácter que caracteriza al hombre,

(Pasa a la página siete.)

De las fragatas y otras cosas pintorescas

(Viene de la primera pág.)

puesto que les bastan los suyos propios.

He subrayado la palabra socialista, puesto que Wilson se refirió a los países comunistas. Wilson, ni ningún otro socialista, jamás describiría a las naciones gobernadas dictatorialmente por los comunistas como socialistas; sería un contrasentido.

Por su parte el sacadineros de la "Campana Pro-Amnistía en España" inserta en ese mismo número del "Daily Worker" un anuncio-reclamo, con el texto siguiente: «Otros argumentos para no vender barcos a Franco. Obtenga su ejemplar del folleto "Desde la prisión de Burgos", que contiene dibujos y poemas originales de los presos políticos españoles... Cinco chelines por ejemplar.»

Lo que está sucediendo en el ruedo político de Gran Bretaña justifica la posición mantenida por el P.S.O.E. y la U.G.T. durante estos últimos años, aquí en Londres. Posición que ha sido criticada muy duramente por per-

sonas y organizaciones que si hubieran tenido mejor conocimiento de causa habrían obrado con más prudencia. Se nos acusó de estar poco más o menos que al servicio de los franquistas cuando mantuvimos nuestra independencia y libertad de acción no sumándonos a campañas —manifestaciones, mítines, etcétera— por juzgar, acertadamente, que el propósito de esas campañas no sólo era el de atacar al franquismo, sino al mismo tiempo el de acusarnos de débiles en nuestra actitud antifranquista y, lo que es más importante aún, el de que esas campañas sirvieran de trampolín para que ciertos elementos británicos traten de diezmar el movimiento laborista, no sólo trabajando dentro de los sindicatos británicos sino también en el seno de las Juventudes Socialistas británicas. (Citaré un hecho: El Comité Ejecutivo de las J.J.S.S. acordó enviar una delegación a la Conferencia de Oslo, convocada por la Unión Internacional de Juventudes Socialistas. Desgraciadamente esta delegación la componían dos directivos de ten-

dencia troskista, quienes a última hora, cuando no había tiempo para nombrar a otros, se negaron a acudir a Oslo, así saboteando la Campaña de Ayuda a la Juventud Española.)

Nuestra posición ha sido lógica: si precisamos de la solidaridad del Partido Laborista y del T.U.C. (el Congreso de la Unión de Sindicatos), hemos de corresponderles con la misma moneda, esto es, contra Franco y por el Socialismo; otra cosa, no.

Las aguas del río de la oposición antifranquista han encontrado su cauce natural, y todos los pescadores en el río revuelto de la política española, sean éstos los amigos de Franco que hasta unos días daban su bendición a los laboristas británicos por considerarlos socialistas deshermanados de los españoles, o, de otra parte, los aguerridos "izquierdistas" que volcaban insultos sobre la Internacional Socialista, todos ellos, tendrán que conformarse con la caña: más que pez, trataban de pescar una ballena.

Londres.

Varios jóvenes universitarios condenados en Madrid por actividades democráticas

En Madrid, el 4 de julio, se ha celebrado la vista causa por el Tribunal de Orden Público, contra los jóvenes universitarios Fernando Sánchez Drago, licenciado en filosofía y lector de español en la Universidad de Padua (Italia); Juan Antonio Matesanz Díaz, economista; Angel Sánchez Gijón Martínez, lector de español en la Universidad de Perugia (Italia) y Angel de Lucas Matilla, profesor de matemáticas. Juan Antonio Matesanz y Angel de Lucas son jóvenes socialistas. Fueron detenidos en Madrid y otros ciudades de España en el mes de octubre del año pasado, junto con varios universitarios más que fueron puestos en libertad más tarde.

Se les acusó de haber celebrado reuniones de amigos en Italia en las que se habló de política, de

pertenecer a la Federación Universitaria Democrática Española (F. U. D. E.) y de propaganda ilegal. Se les han impuesto las condenas siguientes: A Sánchez Drago, dos años de prisión menor, dos meses de arresto sustitutorio y cuatro meses y un día de arresto mayor; a Matesanz y a Sánchez Drago, a cada uno, dos años de prisión menor, dos meses de arresto sustitutorio y dos meses de arresto mayor. Además a una multa conjunta de veinte mil pesetas y al pago de las costas por partes iguales. Angel de Lucas ha resultado absuelto por el delito de asociación ilícita.

Una vez más, a los veinticinco años de paz el régimen franquista sigue condenando severamente a intelectuales y universitarios acusados de actividades políticas democráticas.

Ejemplo a seguir

El Seminario de las J.J. S.S. en Alemania

Durante los días 7 al 13 de junio se ha celebrado en la ciudad alemana de Bad-Godesberg el segundo Seminario (el primero fue en Colonia) de formación político-sindical para jóvenes socialistas españoles. Damos las gracias de nuestros compañeros alemanes por ser ellos quienes nos proporcionan alojamiento y comida mientras dura el curso. Este reconocimiento es más profundo, pues la actitud de nuestros compañeros alemanes está en contraposición con la de ciertos gobiernos occidentales e incluso orientales, para con la causa del pueblo español. Los jóvenes socialistas alemanes acrecen constantemente su solidaridad y actividad en favor de una España libre.

En este Seminario participaron treinta jóvenes españoles procedentes de Francia, Bélgica, Holanda, Suiza y Alemania. El programa que se desarrolló comprendía los temas siguientes: Historia, programa y táctica del P.S.O.E.; Historia, programa y táctica de la U.G.T.; Historia, programa y táctica de la F.N.J.S.E.; y Emigración económica. Se trató también del futuro de nuestras organizaciones en España y de asuntos de actualidad.

Se dividió a los participantes en varios grupos de trabajo, los cuales tenían que redactar después de cada lección sus conclusiones. Actuó de director el compañero Carlos Martínez Parera, por la Comisión Ejecutiva del P.S.O.E. y estuvo acompañado de los compañeros Eliseo Iborra y Miguel Ángel Martínez, de la Comisión Ejecutiva de las Juventudes Socialistas de España. Los últimos días acudió el secretario general de la U.G.T., compañero Pascual Tomás. El buen trabajo de estos compañeros y sus magníficas intervenciones han contribuido mucho a que este Seminario alcanzase un verdadero éxito. No olvidaremos nunca la colaboración de los jóvenes socialistas alemanes del S.P.D. compañeros Harst, Seefeld y Peter Corterier.

Pero lo que más ha hecho que este Seminario alcanzara tan

SE DESEA CONOCER EL PARADERO...

De Rafael Rivelles, venido a Francia en 1939. Se cree está trabajando en las minas del departamento de Bouches-du-Rhône. Noticias a su hijo: Rafael Rivelles, chez M. Angel Cobos, 51 bis, cours de l'Yser, Bordeaux (Gironde). Este tiene interés en comunicarle noticias de su madre.

buen fin, es el trabajo y voluntad de los jóvenes participantes, quienes, además, dieron muestra de un excelente espíritu de camaradería y de humor. Estamos seguros que sabrán aprovechar las enseñanzas recibidas y que sembrarán en el campo de la emigración la simiente de nuestras ideas, para fomentar y ensanchar nuestras organizaciones socialistas y ugetistas, que luchan a la cabeza de la clase trabajadora para que en nuestra patria se recobre la libertad, la justicia y el respeto a los derechos del hombre.

¡Adelante, Juventud!

Manuel SIMON

RE-TRISTE BILAN

Nous avions promis de revenir sur un sujet identique, sur le bilan de la C.E.E. ou Communauté Economique Européenne.

Mais, avant toute chose, essayons de débrouiller l'écheveau de ces organismes pour lesquels on a recours aux abréviations.

Dans le monde moderne, on ne sait plus servir des appellations véritables; on abrège follement.

Le bon public s'y perd. Un chat n'y retrouverait pas ses jeunets.

Et pour cause; nombre d'initiales ne s'y retrouvent pas eux-mêmes.

S'ils devaient subir un examen sur le sujet, la plupart d'entre eux seraient recalés.

C. E. E., qu'est-ce que cela ?

Tout bonnement la Communauté Economique Européenne. Qu'est-ce à dire ?

Les six qui font partie de la C. E. C. A., la plus ancienne, la plus connue à laquelle il faut ajouter les deux pays « associés », la Grèce et la Turquie, pour l'instant en pleine bagarre.

En instance d'association ou de ralliement, on compte l'Autriche... et l'Espagne franquiste dont, pour nous et pour l'immense majorité des peuples démocratiques, il ne peut être question.

La Grande-Bretagne, très divisée à ce propos, avait plus ou moins manifesté son intention d'adhérer.

Adhésion sans laquelle il n'y aura pas de véritable Europe.

De Gaulle a fait tant, de ses pieds et de ses mains, pour lui bloquer la porte au nez de ce « machin-là », comme il dit, que les Anglais se sont retirés dans leur île.

Avant d'aborder le véritable sujet que nous voulons traiter, faisons d'abord un tour, ne fût-ce que pour gouverner, un petit tour dans cette forêt de voyelles et de consonnes et de champignons qui y poussent à satiété.

La C. E. C. A. compte, grosso-modo, neuf cents fonctionnaires.

Elle a sa haute direction, la Haute-Autorité, composée de neuf membres, soumis à la bou-

ne ou mauvaise volonté des gouvernements nationaux.

Elle n'a aucun pouvoir de délibération ni d'initiative législative.

Elle a, à son flanc, un comité consultatif qui a encore moins de pouvoir.

L'organisme est consulté. Un point, c'est tout.

On tient ou on ne tient pas compte de ses avis.

Autour de ce pylône, gravite une kyrielle de commissions, de sous-commissions et une petite nuée d'experts.

Pour la Communauté Economique Européenne c'est beaucoup plus vaste.

On y a fourré, jusqu'ici, quel-

Par Arthur Gailly

que quatre mille fonctionnaires.

Au lieu d'un comité consultatif, on a placé un Comité économique et social qui rejoint, dans l'inefficacité ou l'efficacité très relative, le Comité consultatif précité.

La Haute-Autorité compte neuf membres, y compris un syndicaliste coopté et deux membres qui avaient plus ou moins le label syndical à leur boutonnière. La Commission de la C. E. E. en compte neuf également.

Le syndicalisme n'y a trouvé la moindre place.

Cette Commission est flanquée de représentants permanents des gouvernements. Des gardes du corps, quoi.

Le Conseil des ministres est sur-tabou.

L'assemblée parlementaire de Strasbourg, sans pouvoir législatif, qui ne peut émettre que des vœux et voter des résolutions platoniques, coiffe le tout.

Voilà pour le dessus du panier.

Pour le reste, les institutions annexes et leurs appellations, les organismes internationaux, voir en « Petite Revue ».

Et maintenant, au bilan de

Un Consejo de guerra condena a muerte a Ruiz Márquez y a penas muy duras a cinco coacusados más

El lunes, 6 de julio, por la mañana, un tribunal militar, reunido en la Auditoria de guerra de la Primera Región Militar, en Madrid, sentenció a muerte a Andrés Ruiz Márquez, de 46 años de edad, apodado el « coronel Montenegro ». Con él fueron condenadas cinco personas más: Emilio Peláez Martínez a veinte años de reclusión menor; Luis Beruete Santoyo, Ricardo Beruete Iriarte, Tomás Sánchez Tello y Adolfo Raba Ortega a sendas penas de doce años y un día de reclusión menor.

Se ha empleado contra los acusados el procedimiento sumario y la vista de la causa fue secreta, sin que los procesados gozaran de las garantías exigibles en un Estado de Derecho. A Andrés Ruiz Márquez se le acusó de la colocación de sesenta y ocho petardos en Madrid, que produjeron ligeros daños materiales y heridas ligeras a ocho personas. A los otros procesados se les consideró cómplices. También se les acusó de pertenecer al llamado Frente Español de Liberación Nacional y se insiste en la sentencia que Ruiz Márquez « estaba en contacto desde 1946 con elementos emigrados del Partido Socialista y asistió al VI Congreso celebrado en Toulouse. » A este respecto, la verdad es la que se señala en la declaración de la Comisión Ejecutiva del P.S.O.E., aparecida en LE SOCIALISTE de la semana pasada.

La sentencia de muerte fue confirmada rápidamente por el capitán general de la Primera Región, lo que produjo alarma en el mundo, ante el temor de que se ejecutara la condena, dada la merecida reputación que el régimen franquista tiene de sanguinario.

A causa de ello, Omer Becu, Secretario General de la C. I. O. S. L., envió el día 3 a Franco el telegrama de vigorosa protesta siguiente: « Afirmamos que sentencia de muerte contra Andrés Ruiz Márquez y duras penas de prisión coacusados pronunciadas Consejo de Guerra y confirmadas capitán general violan normas jurídicas universales basadas justicia y equidad. Protestamos vigorosamente en tanto sentencias vengativas absolutamente desproporcionadas delitos cometidos ignoran citadas normas. »

Esta vez, contra lo que es norma en el general Franco, que acostumbra confirmar las sentencias de muerte, ha concedido la conmutación por la de reclusión perpetua a la pena capital impuesta a Ruiz Márquez, según anunció el día 10 un portavoz del ministerio de Información.

El semanario « L'Express » de París, del 9 de julio, publicaba lo siguiente:

« Montenegro », que se llama

en realidad Andrés Ruiz Márquez, es un antiguo oficial franquista que ha dejado el Ejército para militar en organizaciones de extrema izquierda. Ha sido insistentemente torturado en los locales de la Dirección General de Seguridad, en la Puerta Del Sol, y ha sido pedida contra él la pena de muerte. Su suerte divide a los ministros del Caudillo. El general Camilo Alonso Vega (Gobernación) desea una condena capital. Pero los señores Castiella (Asuntos Extranjeros), Fraga Iribarne (Información) y Ullastres (Comercio) no quieren un nuevo « caso Grimau » que podría comprometer la entrada de España en el Mercado Común. »

No somos afectos al terrorismo, y no sólo por temperamento, sino porque creemos que no es la buena puerta para entrar en la España liberada que esperamos. Sin embargo, nos explicamos que el peso de la brutalidad y de la corrupción de un régimen pueda inspirar acciones extraviadas a temperamentos como el de Ruiz Márquez. Por eso, e insistiendo en que ninguna relación hemos tenido con él, sentimos su desproporcionada y dura condena, y por lo pronto nos congratulamos cordialmente de que no haya llegado a consumarse la de muerte que le había impuesto el tribunal militar.

cette C. E. E.

Le Traité qui l'a créé, prévoit, lui aussi, avec d'autres mots, l'harmonisation dans le progrès des conditions de travail et d'existence des travailleurs.

Il est moins précis et moins favorable que celui de la C. E. C. A.

C'est celui-ci, sans aucun doute et naturellement, qui servira de ligne de conduite quand on procédera au rassemblement général à l'occasion de la fusion des communautés.

En matière d'harmonisation, rien de rien.

Des conférences, oui, sur les progrès techniques, sur la sécurité sociale, sur le logement.

En réalité, des mots, des cancanes, de grands et longs déplacements de fonctionnaires et de délégués, des voyages lointains, autant en emporte le vent...

Toutefois — n'oublions pas de le souligner car on nous le reprocherait amèrement — le droit aux soins de santé est assuré aux vacanciers.

Nous en parlons d'autre part. Pour l'essentiel : salaires, temps de travail, assurances sociales, congés, jours fériés, sécularité, c'est une multitude de zéros.

Conclusion.

Beaucoup de bruit, beaucoup d'agitation autour d'une vraie Europe dont le réajustement s'impose impérieusement.

A ce train et à ce jeu, nous restons loin de compte.

Les travailleurs y sont traités en parents pauvres fourrés sur les strapontins pendant que le capitalisme et le conservatisme occupent les grands fauteuils de première loge.

Dans ces conditions, le Mouvement ouvrier doit revoir, selon nous, ses positions.

Partir en claquant les portes et laisser ces messieurs maîtres du jeu ?

Peut-être, un jour.

Ce jour-là n'est pas encore venu.

Il n'y a pas lieu de jeter le manche après la cognée.

Il doit crier sa volonté d'en finir avec le système actuel sinon cette comédie.

Il doit prendre position d'opposant à l'intérieur de tous les écueils et en toutes circonstances.

Le mouvement syndical doit faire plus.

Il doit affirmer ses volontés de conquête de droits sociaux généralisés à l'Europe, imposer l'harmonisation promise et se souvenir du proverbe « Aide-toi et le ciel t'aidera » et agir par tous les moyens concertés sur le plan européen.

Un premier beau et grand geste dans ce sens est accompli.

Aujourd'hui même, 40 à 50.000 mineurs de ces six pays claquent, à Dortmund, cette volonté d'obtenir le statut qui leur est dû.

Les mineurs qui — à l'origine et de tous temps — furent les premiers dans la grande bataille sociale, restent l'avant-garde de la grande armée prolétarienne en marche pour une nouvelle et vraie Europe.

L'Europe du travail dans la paix et la liberté.

PARADEROS...

Remedios Díaz Ordóñez, que vive en 3, rue Léon de Maleville, 1er, Mantauban (T-et-G.), desea conocer el paradero de su hermano Benjamin Díaz Ordóñez, natural de Oviedo, que salió de España en 1937. Quienes sepan algo de Benjamin Díaz, se ruega lo comuniquen a su hermana.



Desde una prisión de España —cuyo nombre omitimos por explicable razón—, pasando por entre muros y rejas, nos llega la voz de un preso político que lleva muchos años de condena. Es un relato patético y veraz de lo que fueron las cárceles de Franco durante buena parte de esos veinticinco años de paz y de la situación de injusticia en que se hallan aún antiguos conmutados de la pena de muerte.

Nuestro comunicante se expresa con amargura, pero en ningún momento con odio. El odio quienes lo conservan son los que lo mantienen a él en prisión. Ese preso, como tantos y tantos más, ha luchado por defender los ideales que dice preconizar el llamado « mundo libre ».

Más presos políticos que nadie

Se dispone a celebrar el régimen fascista español el día 1 de abril el XXV aniversario del triunfo militar sobre el pueblo. Con tal motivo, la Comisión interministerial nombrada para los festejos, que dirige el señor Fraga Iribarne, ha convocado a los poetas, a los dramaturgos, a los pintores, etc., para que éstos canten, escenifiquen o pinten los grandes éxitos de los veinticinco años de « la paz franquista ». Será un resumen de su acometedora acción, un balance de prosperidad y de justicia. De justicia... Creemos ingenuamente, que aun cuando nosotros, los presos políticos antifranquistas, no hemos sido invitados, podríamos contribuir con nuestro recuerdo, con nuestras experiencias y nuestro viejo martirio de veinticinco años, o aportar datos interesantes que esperamos pudiera recoger la famosa Comisión de festejos que preside Fraga Iribarne para su resumen en el capítulo del balance de 25 años de justicia franquista.

Hay siempre una posibilidad casi matemática de narraros la estadística. Podríamos empezar diciendo que algún día pudo sustentar el régimen fascista español la orgullosa afirmación de poseer más presos proporcionalmente que nadie, la de ser más que nadie rico en presos, como otras naciones lo son en libertad, en cultura en índice de nivel de vida, que también España tuvo su millón y pico de presos y prisioneros en el año 39. Que Madrid, la hermosa capital de la Hispanidad, posea sus 22 cárceles asombrosamente llenas y gimientes. (Porlier, Santa Engracia, Santa Rita, Comendadoras, Príncipe de Asturias, Prisión de la Calle del Barco, Convent de Atocha, San Lorenzo, San Antón, Duque de Sexto, Yaserias, Unamuno, el Cisne, Conde de Toreno...) Podríamos seguir este estilo de contar las cosas, pero confesamos que nos parece una forma fría de narrar el dolor humano, hasta un poco clínica, y desde luego, tremendamente impersonal, razón por la que parece clínica. Decididamente, preferimos recurrir al relato, al angustioso recuerdo de las cosas. El señor Fraga Iribarne tendría que molestarse en trasladarlo a cifras, que acompañadas de curvas y escalas, servirán a la demostración intencionada que sin duda alguna hará al mundo con el desparramo que le caracteriza.

Torturas en el Ministerio de la Gobernación

Nosotros, empezamos conociendo en nuestra carne el concepto de « justicia franquista », ante las brigadillas especiales de la policía policosocial, en el viejo caserón del antiguo Ministerio de la Gobernación, sito en la Puerta del Sol, y hoy sede de la Dirección General de Seguridad. Nos acordamos del sanguinario Remartínez, de González Serrano... En las caballerizas, larguísimo local lleno de pesebres y savado varios metros bajo el suelo, se apiñaban más de dos mil hombres con la barba crecida de semanas, desnudos el torso, sudando, llenos de heridas en toda su piel y con los rostros desfigurados, que se apiñaban contra una altísima verja de hierro que separaba las caballerizas de la pendiente empedrada que conducía a ella, y que gritaban absurdamente cada vez que una nueva remesa de prisioneros bajaba por la rampa: ¡Otro grupo que se pasa a nuestras filas! Venía después el llamarse a gri-

tos, el comunicarle el lugar donde estaban los compañeros de guerra que se buscaba, el comunicarle éstos el curso de los interrogatorios, y el esperar hasta las doce de la noche en los que de nuevo se reanudaban. De esa hora en adelante se hablaba ya poco. Se preparaban las barras de « Termosán », las compresas de agua fría con trapos sucios. Luego la Policía Armada gritaba algunos nombres; empezaban los interrogatorios en todas las numerosas secciones de la policía político-social.

Nos subían por unas escaleras interiores, entrábamos en unos despachos en los que nos esperaban los policías frenéticos de odio, borrachos la mayor parte de las veces, y allí nos golpeaban entre seis o siete, cediéndose el puesto porque no lo podían hacer todos juntos. Nos metían la cabeza en un cubo lleno de agua, hasta el punto de la asfixia, nos ponían caretas antigás con los tubos de respiración obstruidos y más adelante, a medida que el régimen se iba desarrollando, empezaron a aplicarnos el martirio por medio de corrientes eléctricas. Ni siquiera nos preguntaban durante noches y noches; sencillamente nos destrozaban, nos ponían sobre una manta, y entre cuatro nos bajaban, no ya a la cuadrada, sino a unos calabozos especiales de in-comunicación, sin luz y encharcados de agua. A las mujeres les quemaban el vello del pubis produciéndoles terribles quemaduras hasta de tercer grado, y borrachos, enloquecidos, les golpeaban en los pechos. Luego las oíamos gemir durante horas y horas, auxiliadas casi siempre por los guardias de la Policía Armada que jamás acentuaron nuestro martirio.

De pronto, una noche éramos de nuevo conducidos ante los policías. Asombrosamente, se nos trataba bien, se nos ofrecían inclusive cigarrillos y se comenzaba a leer las espantosas acusaciones que deberíamos firmar. Quien lo hacía, era trasladado inmediatamente a una prisión, quien no, empezaba de nuevo a recibir un trato aún más duro que anteriormente, si esto era posible.

La noche trágica

En Gobernación, así llamábamos a esta checa de horrores, enclavada en el centro de Madrid, quedó fijada para siempre en nuestra memoria la llamada «noche trágica». Celebraban los policías algún acontecimiento que no recordamos. Aquella noche estaban todos en un absoluto estado de embriaguez y bajaban a los calabozos a insultarnos con las botellas de coñac en la mano. Fueron sesenta y cinco los prisioneros llamados a interrogatorio, aun cuando los guardias de la Policía Armada intentaron oponerse. Uno de los policías, Alvaro Santos, antiguo boxeador, mató al militante de las Juventudes Libertarias llamado Angel Vozmediano, de un puñetazo en el estómago. Tardó en morir varias horas sin ser asistido. Murió también una anciana de unos sesenta años que era madre de un comisario político que estaba en el exilio. Nosotros la vimos con la cabeza y la cara llena de sangre, bajada por los guardias en una manta...

Había más comisarías de este estilo en Madrid y miles de ellas en toda España en las que se repetían todas las noches las mismas torturas: la de la calle Almagro, Jorge Juan, Vallehermoso, etc...

La cárcel era ciertamente una liberación comparada con las

comisarías. Hemos conocido personalmente varias. Los traslados de unas a otras eran frecuentísimos, desfilaron largas filas de presos astrosos por las calles de Madrid.

« Miedo al precedente »

Santa Rita estaba situada en Carabanchel. Se trataba de un antiguo correccional regido por religiosos anteriormente. La guardia exterior la hacían los moros que disparaba fácilmente contra las ventanas. La interior estaba a cargo de rencorosos falangistas y algunos viejos funcionarios del cuerpo de Prisiones. La capacidad normal de este edificio pudiera ser la de cuatrocientas personas, pero para los presos políticos de Franco podía ser para más de 5.000, que era los que había allí cuando estuvimos nosotros. Nuestro recuerdo va para viejos compañeros socialistas, cenetistas, republicanos, comunistas. Allí estuvo Henche de la Plata, fueron sacados para su fusilamiento Carlos Rubiera, Ramos, Barreiro Blanco, Navarro Ballesteros, Peinador... En algunos momentos hubo hasta 900 condenados a muerte, que los verdugos franquistas se encargaban de reducir con la misma diligencia que los Tribunales en condenar. Había « saca » tres veces a la semana; los domingos, no; lo manda el decálogo. En aquella época mirábamos con desconfianza al que no se condenaba de 20 años para arriba. «¿No tiene usted miedo?», le preguntó a Rubiera un oficial al que llamábamos « Acetona » por lo bien que pegaba. «—Sí, por el precedente», contestó Rubiera.

Era difícil tener que acostumbrarse a pensar que no se volvería a ver al compañero con el que habíamos terminado la tarde paseando. El corneta también estaba condenando a muerte. Al tocar silencio, lo hacía de forma floreada cuando había «saca». El se enteraba siempre y nosotros pasábamos horas angustiosas. Luego se llenaba el patio con el ruido de los camiones, el chocar de las armas de los Guardias civiles y, más tarde, los gritos de ¡Viva la República! de las víctimas de esa noche.

Efemérides de sangre

Tocaban diana y, pasado el recuento, salíamos enloquecidos a preguntar por los amigos más íntimos; nos contestaban otros condenados a muerte.

Veíamos con angustia cómo se acercaban ciertas fechas: el aniversario de la muerte de José Antonio, de Calvo Sotelo. Esas noches, y a modo de funerales célticos, se fusilaba en Madrid y en toda España a cientos y a cientos de hombres. En los aniversarios correspondientes al año 1940 fueron sacrificados en Madrid 900 antifranquistas en recuerdo de José Antonio y 1.100 en el de Calvo Sotelo. El corneta tocó por última vez el año 1942 después de tres años de tener la pena de muerte. Otros fueron fusilados a los cinco o seis años de estar condenados.

En los penales se mataba de otra forma. Estaban llenos hasta rebosar. En Burgos había más de seis mil hombres, en el Dueso, Puerto de Santa María, etc., etc., otros tantos. Decenas de penales han desaparecido. Actualmente son cárceles corrientes. En los penales se moría de hambre, de avitaminosis, disentería, tifus... se moría también de palizas y había rachas de suicidios que se contagiaban por «simpatía». La gente se suicidaba de las formas más raras. En el Dueso un recluso se lanzó el día de Reyes del año 1943 desde la galería superior, cayendo a los pies de un jefe de Servicios. Murió él solo por un error de cálculo.

De los penales solíamos en libertad desterrados, como mínimo, a 250 kilómetros de nuestras re-

sidencias habituales, llevando sobre nosotros el estigma de «rojos» que nos condenaba al desempleo, a los malos tratos de las autoridades, a las presentaciones periódicas durante años y años en las comisarías de policía y cuarteles de la Guardia civil. En el año 1945 hubo un indulto por el que buen número de presos salieron en libertad. Se había creado anteriormente una comisión de revisión de penas, y en ocasiones, al caer los expedientes en manos de algún hombre honesto, componente de la comisión, ante la falta de pruebas o lo irracional de la acusación, rebajaba la sentencia primitiva, a veces, de pena de muerte a seis años. En los expedientes colectivos sucedía muy a menudo que al comunicar las órdenes de excarcelación en virtud de estas rebajas, muchos presos no podían ya beneficiarse de ellas por haber sido fusilados.

El nuevo equipo represivo

Y el calvario de los indultados de la última pena continuó siempre. Pero un día se agudizó de manera incalculable. Fue cuando al producirse el cambio de ministro de Justicia: a Fernández Cuesta le sustituyó José María Iturmendi. Con él cambió el Director General de Prisiones, por el actual Herrero de Tejada, y el capellán mayor de Prisiones por el torquemadista «padre» Peiró, de la Compañía de Jesús, quedando compuesto el principal aparato de la represión contra los presos políticos, por el actual equipo Iturmendi, Oreja-Elosegui, Tejada, Peiró, que parece la delantera de un equipo de fútbol, pero que no hay que engañarse. La sustitución del ministerio falangista por otro de tipo Opus-Dei, requeté, tradicionalista, se inauguró con una inmediata medida antijurídica inclusive a la luz de las disposiciones vigentes, de las propias leyes franquistas: « a los conmutados de pena de muerte se les excluyó del derecho de redención de la pena por el trabajo », por orden circular a los directores de prisiones, fechada en marzo de 1953. No se dio ya nunca ningún indulto que les favoreciera, con exclusión del que permite la excarcelación cuando se haya cumplido 20 años de prisión ininterrumpida. En estas condiciones han salido, o sea, tras 20 años de prisión franquista, todos los indultados de pena de muerte que fueron condenados desde los años 40. Y pendientes de cumplir esos 20 años se hallan los que no han relleno esta cifra monstruosa para

presos políticos, por decisión de Iturmendi y su equipo.

La idea general que tiende a tenerse de un hombre que ha estado condenado a muerte, es la más elemental, de que se trata de algún asesino.

Nuestra afirmación en este orden es categórica, sin duda y sin vacilación alguna: No conocemos a ningún conmutado de la pena de muerte que haya matado a nadie. En primer lugar, para nadie puede haber dudas que este régimen, engendro del nazismo y del fascismo, no ha perdonado jamás a nadie en quien haya supuesto, no ya probado, que como consecuencia de una acción política ha dado muerte a alguien. En segundo lugar, nosotros denunciábamos que la acción jurídica del régimen jamás fue serena, sino pasional, jamás fue acción jurídica, sino «vendetta» política de una clase despótica que no ha perdonado nunca la decidida y valiente acción del pueblo a quien ella desprecia, levantado con las armas en la mano durante treinta y tres meses, haciéndoles tragar orgullo y miedo, y que no ha cesado ni cesará hasta la reposición en España de instituciones y formas democráticas que les relegarán al légame de la Historia.

Situación de los conmutados

Y llegamos, de forma precipitada e imprecisa en este breve resumen de balance jurídico franquista, al momento en que el régimen, a bombo y platillo, va a celebrar el triunfo militar sobre el pueblo hace ya 25 años. Cedemos gustosos, en principio, nuestros recuerdos, repasados velozmente, al señor Fraga Iribarne para su resumen de la justicia franquista en este período. Sin embargo, hablaremos aún de los indultados de la pena de muerte.

Decíamos que no conocemos entre ellos delitos que en ningún caso, más que en el franquista, pudiera justificar nunca la aplicación de esta sanción mortal. Por el contrario, estamos viendo con sorpresa cómo son condenados actualmente a años de prisión hombres cuyas acusaciones son a veces más graves inclusive que los que en otros tiempos se nos hiciera a nosotros. Hemos conocido y conocemos a compañeros que fueron condenados a muerte en los años 1944 y 1945 por el hecho de haber pertenecido a organizaciones que recogían ayuda solidaria para los presos. En general, el delito de los indultados que quedan, lo es

Durante los años

Otra prueba de cómo se tra

« La luz de una sucia y pobre bombilla arrojaba su resplandor cadavérico sobre los cuerpos inmóviles de los detenidos. Parecía inverosímil que aquella habitación reducida y medio a oscuras contuviera cerca de ciento cincuenta hombres. El silencio de las tumbas no era más espeso ni más grávido. Era el silencio que precede a un presentido cataclismo. Sabíamos que el primer acto estaba sin concluir. Y en la continuación del mismo, todos nos considerábamos con méritos para ser actores. Un mozaibete, vestido con camisa azul y pantalón negro, uniforme reglamentario de Falange, abría de vez en cuando la puerta y nos miraba fijamente como si temiera que nos volatilizáramos. Por el brillo de su mirada se le podía clasificar, sin ningún temor de injusticia, en la más alta categoría de asesinos. Esperábamos, desfallecidos, que se produjeran los actos más horren-

dos, pues teníamos copiosa información de los procedimientos asiáticos que empleaba la policía de Madrid en los castigos a los detenidos. Hacíamos el máximo acopio de reservas morales y de energías físicas para soportar con estoicismo y serenidad las pruebas a que seríamos sometidos.

« Pasaría más de media hora sin que se produjera nada anormal. Esta media hora nos pareció una eternidad. El corazón se hallaba fatigado. Eran muchas las emociones de la misma naturaleza que veníamos experimentando y todo nuestro organismo comenzaba a resentirse. El tiempo seguía su marcha impenetrable y lenta. La esperanza comenzó a invadirnos. Posiblemente, nuestros verdugos nos permitirían reposar esa noche. Y una noche sin martirio tenía tanta importancia...

« La puerta se abrió con estrépito. Entró el joven falangista y

Desde una prisión de Franco

de realidad, propio amados "años de paz"

de organización y propaganda, junto a muy pocos que participaron en el movimiento guerrillero de aquellos años, y que no se les probó culpabilidad en violencias que registrarán muerte, pues en quien, repetimos, se supuso tal participación, fue sumariamente juzgado y fusilado.

En nuestras conversaciones con funcionarios de prisiones y otros autoridades a quienes hemos hecho constar la desigualdad en la aplicación de justicia, oímos que «fuimos víctimas de una situación excepcional por la que entonces atravesamos». Pero si tal situación pasó, ¿por qué no se nos aplica el criterio actual en forma de la revisión de nuestras sentencias y se nos excarcela? La razón es obvia para nosotros. Constituimos las prendas del odio de nuestros verdugos franquistas. Somos los rehenes de ese odio y se regodean en el martirio personal de cada uno de los setenta y tantos conmutados políticos que hay en España, a quienes conocen uno a uno y con quienes tienen establecida una cuestión personal que satisfacen con el uso criminal de su autoridad omnipotente. Sinuadamente, en su estilo cobarde, dejan entrever la posibilidad de un próximo indulto. Publican en la prensa noticias extranjeras en las que se habla de este indulto, pero ellos, disfrutando con la angustia de nuestros familiares, ni niegan ni afirman estas noticias. Porque en definitiva se decide pasionalmente, a última hora, y la decisión es caudillesca, es la del tirano dictador; perruna, después, en los que la continúan. Pero, sin embargo, con ser espantoso, con su infrahumano cinismo, se contesta también al extranjero diciendo que en todas las naciones hay conmutados y aún más que en España. Naturalmente, ellos no quieren decir conmutados de pena de muerte por actividades políticas, y las nuestras lo son de este tipo. Conociendo de antaño la naturaleza de nuestros enemigos, creemos ver su criminal intención: la de seguir poseyéndose como rehenes de su odio anormal.

Nos saben no vencidos, no nos han roto, nos temen rencorosos. No estamos vencidos, no estamos rotos, aunque sí es verdad que un poco machacados. Pero en cuanto a nuestro rencor, se equivocan. Es el odio el motor de sus pasiones, pero en nosotros es la idea al servicio de nuestro pueblo; es el ansia de participar en el esfuerzo colectivo por la conquista de la vida democrática española, en el curso e integración de la Europa libre y demo-

crática. Los presos políticos en las filas de la U.G.T. y del P. S. O.E., los presos políticos de la C. N. T. y Movimiento libertario, expresamos, haciendo acto de presencia en los penales de la España franquista, que nuestras inquietudes son las mismas que agitan el espíritu de nuestros hermanos de clase en las naciones en que se lucha por conquistas democráticas que están a punto de cambiar el curso actual de la historia, por rebasamiento de las instituciones capitalistas, abriendo cauce a la imparable corriente del socialismo democrático.

Convivir en libertad con las nuevas generaciones

Los indultados de la pena de muerte en los penales españoles, hombres del P.S.O.E., de la C. N.T., reclamamos nuestro derecho a incorporarnos a la vida social para contribuir en nuestra sencilla posibilidad a su desarrollo, y pedimos la protesta humana contra nuestros secuestradores, en favor de nuestra liberación; la nuestra, socialistas democráticos españoles, la de los presos cenetistas, la de los presos comunistas compañeros de prisión.

Sabemos el daño que al prestigio español, al de todos los españoles, hace nuestra prolongada permanencia de 18, 19 y 20 años en estos lugares. La naturaleza cruel del régimen se confunde a veces en el extranjero con una predisposición del pueblo español a la crueldad. No pensamos que al servicio del pueblo español esté predispuesto a hacer nunca nada un régimen esencialmente anti-nación, pero creemos tarea de primer orden el que nuestro pueblo nos libere, para que la leyenda pase al servicio de la experiencia histórica.

Conocemos la existencia de otra generación actual con la que deseamos convivir, y no para transmitirle un odio que no tenemos, sino una experiencia que la dote del conocimiento preciso para que jamás, ya nunca, la historia de España se escriba con sangre, con felonías y cruel maldad. A esta nueva generación de postguerra dedicamos nuestro actual recuerdo los que junto a ellas, aprendiendo o diciendo algunas pocas cosas que sabemos, esperamos en su unidad lograr el ambiente envolvente de la democracia hacia el socialismo liberador para todos, que es el clima universal del siglo XX en esta su segunda mitad, aceptado o combatido, pero sin duda alguna triunfante.

IBERO-América

Carta de Méjico

Nuestros jóvenes socialistas

Por Ernesto Navarro

Como saben los lectores, funciona en Méjico un Seminario de Jóvenes Socialistas que periódicamente se reúnen en mesas redondas para analizar y discutir los problemas que afectan a su Grupo, al Partido Socialista y a España.

Los muchachos de ambos sexos que integran dicho Grupo son en su mayoría hijos de compañeros del Partido y, salvo raras excepciones, nacidos después de la guerra y en el exilio. Unos pocos, valiosos también por cierto, se incorporaron a la emigración después de pasar su infancia y adolescencia en nuestro país, bajo el régimen que en él impera.

Aunque en la mentalidad de unos y otros pueden apreciarse fácilmente diferencias que son explicables, dos modalidades, podríamos decir que les son comunes: una es su vehemente curiosidad, el ansia de saber, propia de las personas de pocos años, unida a la necesidad de elegir una orientación para sus vidas; otra, la instintiva actitud de recelo y de crítica frente a los veteranos, que actúa como nexo o aglutinante de la colectividad que integran.

Si la primera es a todas luces encomiable, pues es la que hace posible todo progreso, resultaría un poco pueril para los adultos encontrarse resentidos por la segunda, ya que si bien puede resultar esencialmente injusta, es también consustancial con la humana naturaleza. Siempre los jóvenes se rebelaron contra los viejos, los hijos contra los padres, y no hay razón alguna para que nuestros jóvenes se conduzcan de modo diverso a como nosotros mismos nos condujimos.

Así pues, cuando en estas mesas redondas, a las que también acuden compañeros mayores, llevados de su simpatía por los jóvenes y por el deseo de transmitirles algo de su experiencia, se plantea el problema, siempre candente, de cuál debe ser la conducta del Partido en España en un porvenir que ya parece inmediato, sin que unos ni otros se lo propongan deliberadamente, quedan claramente delimitadas dos posiciones que casi siempre concuerdan con las dos generaciones.

Hay más, y esto tampoco es de extrañar; hay la coincidencia en muchos casos, de la posición de los jóvenes socialistas con la de otros también jóvenes, que no comulgan con nuestros principios, pero que aspiran a un cambio social y político en nuestro país, y que también se vieron en la necesidad de emigrar.

Los jóvenes, unos y otros, nos dicen a los que no lo somos, y en esto tienen toda la razón: En la manera de enfocar el problema del futuro, influye decisivamente el pasado de cada uno, del que es muy difícil desprenderse; en nosotros ese pasado no gravita de manera apreciable, porque en lo político, prácticamente no lo tenemos, pero para ustedes constituye un handicap, un lastre muchas veces abrumador.

Partiendo de esta premisa, su nada de Trigo. Y teníamos la certidumbre de que los hijos de Trigo se enterarían de las humillaciones que había sufrido su padre. Y nuestras esposas, nuestras madres y nuestros propios hijos se enterarían de las nuestras. Y los amigos, los desconocidos, la humanidad se enteraría de la abyección y el horror de unos hombres y de un régimen que esconden su bestialidad bajo la púrpura de la religión y del amor cristiano...

razonamiento les lleva a conclusiones, algunas inadmisibles, pero con las que, por lo general, ya no podemos mostrar coincidencia, y a las que creemos obligado oponer ciertas objeciones.

Desde que ustedes faltan, nos manifiestan, España ha sufrido cambios tan profundos que podría decirse que es prácticamente otra. No solamente no la reconocerían si volvieran, sino que las generaciones actuales, ni siquiera entenderían el lenguaje que ustedes hablan. (¡Angustioso hecho para nuestra sensibilidad, si fuera cierto!) La manera de pensar de la inmensa mayoría de los españoles ha cambiado radicalmente.

El desarrollo de todo orden, pero concretamente económico, que ha experimentado el país en estos largos años, ha hecho que varíe el nivel de vida y que sean otras las inquietudes y las aspiraciones de las gentes.

Los problemas que para ustedes siguen planteados y que les obsesionan, los españoles de hoy los consideran, cuando de ellos hablan, como reminiscencias del pasado que incluso se esfuerzan por olvidar. En el espíritu de ustedes está inevitablemente presente el fantasma terrible de la guerra, la que por fortuna pasó ya hace mucho tiempo; y o se liberan de él y de las demás preocupaciones y se incorporan a la nueva corriente, o se conforman con su definitivo aislamiento y anulación.

Incluso el socialismo que se concibe ahora por los compañeros del interior, no es el socialismo de hace treinta años, que se empeñan en mantener vivo de manera artificial y ficticia.

Si realmente todas estas aseveraciones resultaran ciertas, habría que preguntarse con profunda amargura y completo desencanto, qué objeto y qué sentido podría seguir teniendo nuestra actuación y nuestra lucha actual y futura.

Comprendemos muy bien que en el cuerpo social de nuestro país se hayan operado cambios profundos, unos posiblemente previsibles y otros que nos llenen de sorpresa. La falta de toda actuación ciudadana durante un largo cuarto de siglo ha podido amortiguar y casi matar los estímulos para esa misma actividad. La eficacia de una propaganda demagógica y engañosa ha debido ser grande en el sentido de predisponer a los jóvenes contra el espíritu liberal y las pretendidas lacras de la democracia, y no digamos del socialismo. ¿Pero no resta una partícula de juicio independiente, y en consecuencia un resquicio para la esperanza?

Está bien que las nuevas generaciones no se sientan responsables por el estado de cosas que perciben en la España actual. Mejor todavía que se hayan liberado de todo espíritu de revancha y que nadie, del bando que sea, piense en venganzas ni en nuevas guerras. ¡Ojalá que esto sea del todo cierto! Se comprende incluso que reaccionen, cons-

ciente o inconscientemente, contra los que no supimos ganar la guerra y hasta que nos carguen la responsabilidad total de que ella estallara, pero ¿será posible que lleguen a no entendernos y que ni siquiera tengan la voluntad de hacerlo?

Las cosas que nosotros decimos no son confusas, ni menos anacrónicas ni desconectadas con la realidad. Decimos sencillamente que en España no impera un régimen de derecho y que el interés de todos los españoles es el de procurar reinstaurarlo. Decimos que el espíritu liberal que permite la convivencia tolerante y civilizada de los hombres está perseguida y enterrada, y que es necesario que vuelva a la luz y a merecer la adhesión y el respeto de la mayoría de los ciudadanos, y no decimos de la totalidad, porque por tremenda desgracia, en nuestro pueblo perdura un considerable peso de reaccionarismo obscuro y como biológico, algo así como un tóxico tenaz, que hasta ahora no hemos podido eliminar.

En un círculo más reducido y que nos es más propio, decimos también: ¿En qué estriba ese nuevo socialismo que según se dice impera entre nuestros camaradas del interior y del que los exiliados quedamos desplazados? No negamos que nuestra ideología, como pensamiento vivo que es, esté en permanente proceso de evolución y perfeccionamiento, ni siquiera que en los espíritus de nuestros compañeros de allá, a pesar de la coacción que han sufrido durante estos años, hayan podido germinar ideas que estén llamadas a dar sus frutos en un porvenir desahucadamente cercano, pero afirmamos que para que las teorías sociales alcancen esa deseable madurez y un valor efectivo, necesitan de un normal contraste con la realidad, y naturalmente, que esta realidad no sea la de una permanente e implacable persecución para ellas.

En verdad, no concebimos el surgimiento de una nueva teoría filosófica política, como habría de ser un nuevo socialismo, ni tras una cortina de hierro ni tras la de clase alguna, que en definitiva lo que ocultan indefectiblemente es el apuñalamiento del espíritu libre y creador.

En resumen y para terminar, habría que decir a nuestros jóvenes compañeros de aquí y de allí, que hoy como ayer y seguramente que como mañana, hay que luchar antes que nada por la libertad, hay que acabar en primer lugar con la tiranía allí donde ella impera, y que los cambios que pueden apreciarse en nuestros principios socialistas, más que rupturas con el pasado, son los avances conseguidos mediante una penosa elaboración, como la que exige toda obra humana verdaderamente constructiva y con caracteres de permanencia.

PARIS

GRAN EXCURSION

Amigos españoles: El domingo día 19 de julio, "Salud y Cultura" y el Grupo Femenino de las Juventudes Socialistas españolas organizan otra excursión a la Playa de Triport, en la Marne.

Esta playa es una de las más bonitas y atrayentes de la Marne y está situada a dos kilómetros de Meaux, villa moderna que tiene varios rincones admirables.

jaron con violencia por detrás hasta que se embadurnó la cara. Entonces, los catolicísimos policías de Franco estallaron en risa hilarante y, a trompicones, le hicieron volver a nuestro cuarto.

(Del libro de José E. Leyva "En nombre de Dios, de España y de Franco".)

años de paz

ratô a los presos políticos

gritó: "¡Trigo Mairal!" Trigo Mairal respondió desde un rincón, dirigiéndose hacia la puerta. Lo vi cruzar ante mí. Alto, ancho, grueso y pálido. La puerta se cerró. Empezaba el desfile de víctimas. Después iría correspondiendo el turno, sin prisas, sin precipitación, sin confusionismo, técnica y científicamente, a cada uno de nosotros...

»Hacia más de media hora que había salido Trigo Mairal. Hasta nuestros oídos no llegaba ningún ruido de violencia. El silencio continuaba siendo enervante. Sin embargo, comenzaron a llegar a nosotros unos chillidos como si, situados en el extremo de una galería, sintiéramos los gritos que se profirieran en el otro extremo. Pasados unos minutos, percibimos que alguien se aproximaba a nuestra puerta y oímos los lamentos de una persona que, sin duda, era Trigo Mairal. Sentimos chirriar la llave en la ce-

radura, y la puerta fue abierta de un puntapié. Trigo fue empujado con violencia al interior. Atravesó aturdidamente pisándonos los pies y se dejó caer en el rincón del cual había salido anteriormente.

»Estábamos con el corazón sobrecogido, pero no se movía un músculo de nuestro cuerpo. Los lamentos de Trigo Mairal hendían el aire y se clavaban como cuchillos en nuestros oídos, en nuestra carne, en nuestra sensibilidad.

»Cuando sea fusilado —gritaba Trigo con voz entrecortada— decidid a mis hijos lo que me han hecho. Contadles todas las humillaciones, contadles... Y la voz se extinguía en vómitos sofocantes.

»Si, nosotros contaríamos todo, pero... ¿quién de nosotros? Y nuestras propias humillaciones ¿quién las contaría? Flotaba en la atmósfera la súplica emocio-

Crónica de Bruselas

Cooperación de nuestras organizaciones con la Acción Común

El pasado mes de mayo ha sido particularmente fecundo para nuestras organizaciones locales, en consideración a las importantes actividades desarrolladas por los Comités. Diversos problemas que preocupan a éstos han sido examinados detenidamente con las organizaciones de la Acción Común belga, compuesta de representantes de los Sindicatos, del Partido Socialista, de las Cooperativas y de las Mutualidades. Al poco tiempo de la participación de nuestras entidades en las manifestaciones del Primero de Mayo, fraternalmente unidos con los trabajadores belgas, participación que año tras año va cobrando enorme amplitud como demostración del resurgir de la conciencia de clase en el pueblo español, los Comités han celebrado reuniones con la Acción Común tendientes a coordinar nuestra actuación para asegurar la defensa de los intereses de todos los trabajadores españoles llegados a Bélgica y velar por sus derechos en el disfrute de cuantas disposiciones determina la legislación social vigente.

Especialmente se estudió la discriminación impuesta por ciertos aspectos de la legislación según la nacionalidad del trabajador y se acordó realizar una intervención entre los compañeros responsables y parlamentarios con el fin de reducir los efectos a suprimirlos enteramente, colocando a todos los trabajadores, sin distinción de razas, credo o ideología, en un pie de igualdad. Las gestiones emprendidas en este particular siguen su curso normal y pronto esperamos obtener resultados prácticos.

Fueron abordados seguidamente los diversos problemas que se derivan de las huelgas en España y a este respecto los reunidos expresaron su profunda admiración por la magnífica gesta que manifiesta la clase obrera española en su heroico combate contra la opresión fascista. La Acción Común aseguró a nuestra representación de la simpatía de todas las organizaciones obreras belgas y reiteró la solidaridad moral y material hacia los huelguistas españoles. Los compañeros

parlamentarios asistentes prometieron plantear de nuevo la cuestión en sus respectivos grupos, los cuales acaban de hacer pública la siguiente declaración relativa a la solicitud franquista de asociarse al Mercado Común: «El Grupo socialista, alarmado ante la decisión del Consejo de ministros de la C.E.E. de iniciar conversaciones con el Gobierno español, conversaciones que no excluyen con precisión la eventualidad de una asociación de España con la Comunidad, expresa de nuevo su oposición radical a toda intención de colaboración, de cualquier forma que sea, entre el antiguo protegido de Hitler y de Mussolini y una agrupación de Estados que pretenden inspirarse en principios democráticos.»

Los resultados positivos que se desprenden de estas reuniones, hacen patente la importancia y el prestigio adquiridos por nuestras organizaciones como representantes genuinos de la clase obrera española y dejan presagiar una fructuosa cooperación con la Acción Común, susceptible de reforzar, en un espíritu internacionalista, los vínculos de amistad y de fraternidad que unen a los proletarios belga y español.

Esta fraternidad se ha visto fortalecida en la manifestación de solidaridad con los huelguistas españoles organizada pocos días después por las Juventudes Socialistas belgas, en colaboración con nuestra Sección de Juventudes. Ambas abrieron la marcha portando numerosos carteles antifascistas y a su paso por el centro de la capital se clamó contra el franquismo asesino y por una España socialista. Al término de la manifestación, en el monumento erigido a Ferrer, un compañero, joven socialista belga, exaltó la activa solidaridad internacional hacia los huelguistas españoles, subrayando la lucha difícil de éstos para conquistar una democracia obrera, una España socialista, donde las fábricas pertenezcan a los trabajadores y la tierra a los campesinos.

INAKI

Artes y Letras.

"FRANCISCO FRANCO. HISTORIA DE UN MESIANISMO", por Luis Ramírez. (Editorial "Ruedo Ibérico". París, 1964.)

He aquí una muy interesante biografía en varios aspectos del hombre que desde 1939 hace divulgar su perfil acuñado en moneda nada menos que "por la Gracia de Dios". Para la inmensa mayoría de los españoles, ya con tres años anteriores a esa fecha, su "gracia" resulta la de un frígido desalmado; frígido en sus iniciativas, en sus cálculos, en sobreponer sus intereses personales, en su menosprecio a los que le encumbraron y en subyugar despiadadamente al pueblo español privándole del más elemental medio de evolución. Ese hombre que sus compañeros de milicia le definieron diciendo "ni una copa, ni una mujer, ni un amigo", está descrito por Luis Ramírez siguiendo su vida desde el momento de nacer y en el ambiente que se desarrolló, como la historia de un mesianismo; si admitimos que el Mesías prometido por Dios a la parte de la sociedad española más retrógrada e ineficaz, necesita en el siglo XX encarnarse en un despota sobresaliente en la historia universal.

Luis Ramírez precisa con datos, fechas y sucesos la carrera del "legionario", que aún sigue siendo, Francisco Franco; es a la vez su libro una exposición de lo acontecido en España, en términos generales, durante los últimos sesenta años. Empieza con la familia de un contador de la Armada en El Ferrol, aficionado al vino y al lupanar, que su virtuosa esposa buscó la compensación en la beatería tradicional frecuentando mañana y tarde la iglesia. A la abrumante monotonía de la lluvia regional, se junta la escasez del sueldo, malgastado por el contador, para sostenerse el matrimonio y cinco hijos. Francisco es el segundo; tímido, receloso, más bien misántropo, pasa una infancia entre lloros de su madre y comentarios de las juergas de su padre; para él, la Academia de Infantería de Toledo resultó el lugar de reposo. Siendo alférez quiere olvidar a todo trance aquella existencia en El Ferrol, y consigue que le destinen a Marruecos. Falto de imaginación y sintiendo complejos de inferioridad,

principalmente por su ignorancia y su aflautada voz, huye hasta de las conversaciones en los cuartos de banderas, y enseguida entra en campaña mandando como teniente a los "Regulares". Ya para él, esos soldados son simplemente el medio de ascender a costa de sus vidas; se familiariza con la muerte violenta, y es el primero en arriesgarse. Desde esa fecha de 1912 todos sus ascensos hasta el grado de coronel son por méritos de guerra luchando contra primitivos cableños; no necesitó mayor preparación militar que el imponer la más rígida disciplina combativa. Sus maniobras consistían en proteger caminos, asegurar aguadas, faenas de policía entre peñascales. Es herido en el vientre; cotiza su herida, y no le dan el pedido ascenso por oponerse las Juntas de Defensa del Arma de Infantería, pero le dan dos cruces. Despreciando las Juntas de Defensa se dirige personalmente al rey Alfonso XIII ensalzando él mismo sus méritos; en la instancia se descubre ya el ambicioso, y consigue el grado de comandante, negándole la Cruz Laureada de San Fernando por ser contrario el expediente.

Destinado al regimiento en Oviedo, hace la vida cuartelera sintiendo ser impropia para un matamoros como él; conoce a la señorita Carmen Polo, y en la ciudad le llaman "el comandante", debido a su tipo. En agosto de 1917 se declara en España la huelga general, y es en Asturias donde toma gran importancia. "El comandante" se distingue en la represión persiguiendo a los mineros con la misma ferocidad que si fuesen salvajes cableños; ya define su único proceder para resolver cualquier problema social o ideológico entre españoles, y ofrece sus servicios a las clases poderosas económicamente: cada obrero asesinado resulta una valorización a su favor en la bolsa de los explotadores. Su gran ascenso empezó ese verano de 1917 con el torchado de estar dispuesto a exterminar a quien se permita intentar mejorar su existencia trabajadora; él les hará callar defendiendo los privilegios de los pudientes; a éstos se les quedó grabado su nombre y no le olvidarán. Luis Ramírez hace un parangón entre dos ferrolanos, Pablo Iglesias organizando el mundo del trabajo en una España semifeudal, y Francisco Franco sin otra visión que la de la guerra, opuesto a todo cambio progresivo.

En 1920 se crea el llamado Tercio Extranjero, imitado de Francia, y es el teniente coronel Millán Astray, el mismo que en la sublevación gritó en la Universidad de Salamanca "¡guerra la inteligencia!", quien llama a Franco. Lleno de gozo vuelve el pez a sus mejores aguas marroquíes, y vuelve a adiestrarse en matar. A los nuevos legionarios les llama "el material para la obra", y dice: «Ante el desfile de estos recios soldados es cuando se siente la grandeza de la raza.» Sin duda para él raza es la escoria social de cualquier país que toma la profesión de matar. Así, en Marruecos, con "la grandeza de la raza", asciende a teniente coronel y luego a coronel porque Abd el-Krim lucha para independizarse de tanta grandeza castrense. Pero le ha servido a Franco que a los treinta y cuatro años, Alfonso XIII el Africano, le nom-

bra general de Brigada. Escribe Luis Ramírez: «Si Franco hubiera muerto en alguna de las primeras acciones, la historia chica de sus compañeros le hubiera señalado como un muchacho alocado que cayó por falta de experiencia. Ganó aquellas primeras bazas, y entre una casta determinada y en un país que atravesaba por situaciones muy concretas, esa serenidad imbatible fue exaltada como valor universal y transferible, cuando no era más que la salida tempestuosa de una personalidad mal conformada.»

Continúa Luis Ramírez explicando la dirección de Franco en la Academia Militar de Zaragoza, y el director escoge para enseñar la moderna técnica guerrera a lo más granado de los jefes africanos. Desde la Academia adula al rey, y éste le premia con la Medalla Militar. Al sublevarse la pequeña guarnición de Jaca contra la monarquía, Franco, sin ningún atributo, moviliza a sus cadetes; quiere seguir matando. Pero llega la República, y Franco, formando entre las filas de los monárquicos, es uno más que sólo piensa en sus ambiciones personales y no se compromete, jurando acatamiento al nuevo régimen. Los monárquicos buscan a los generales descontentos, y Franco esquiva; no por eso deja de intervenir en las conspiraciones, pues le han suprimido la Academia Militar zaragozana. Sin embargo, contempla gustoso el fracaso del general Sanjurjo porque no ha sido él quien mandaba aquel alzamiento. Vemos en el libro los detalles de la actuación de Franco colaborando con Gil Robles; su brutal organización de la represión otra vez cuando los sucesos de Asturias el año 1934; su disposición a dar el golpe de Estado desde el Ministerio de la Guerra al triunfar la candidatura del Frente Popular; y desde ese momento, soñadamente, incita a la rebelión, pero esperando que le busquen, le rueguen y supliquen que sea él quien ordene y mande. Franco engaña, miente, promete y no cumple lo mismo a los republicanos que a los monárquicos, que a sus compañeros de milicia. En Africa se formó y desde Africa se lanzará con sus antiguos mores regulares y sus legionarios a conquistar a España. Ha muerto el general Sanjurjo; el general Mola le prepara el terreno; los demás generales son poca cosa o destemplados lenguaraces como Queipo de Llano; en la Junta de Burgos Franco se impone a todos ellos, y ordena la prolongación de la matanza al pueblo con una frialdad estremeccedora; era lo único que había aprendido en su triunfal carrera militar.

Franco se ha entronizado; «Franco se venga de lo que sufrió de niño, de hijo de familia, de estudiante de cadete, de oficial en aventuras africanas, de sus frustraciones y rencores, de hombre que quería ser importante a toda costa. Por eso será siempre después tan susceptible con todo lo que de él pueda decirse. Franco no tolerará nunca una caricatura, ni un chiste, ni un rumor. Franco, todo él, todavía en carne viva, y para siempre, para siempre, para siempre, a pesar de ese bálsamo del Poder conseguido.» Son estas palabras escritas en el libro que le dedica Luis Ramírez. El libro tiene un valor histórico.

Luis QUINTANILLA

La situación de los pescadores en Huelva

En el informe que el S.U.T. remite anualmente a los organismos superiores del S.E.U., informe que se edita con la inevitable franjita de "difusión restringida", da cuenta aquel organismo de todas sus actividades y de las experiencias que durante ellas han tenido los estudiantes que han participado en sus campañas.

Vamos a reproducir a continuación las partes principales de un informe enviado por un universitario de Madrid que durante un mes estuvo trabajando en las faenas de la pesca de Huelva. La situación de los obreros del mar, en general, muy poco conocida y dicho informe nos ofrece impresiones veraces y datos indispensables al respecto.

«La vivienda del pescador consiste en una o dos habitaciones donde duermen en hacinamiento todos los miembros de la familia, que por regla general son numerosas, y donde se cocina, se lava, etcétera... El marinero, desde niño, tiene que ayudar a su familia y esto le impide ir a la escuela. Hemos encontrado muchos analfabetos en los barcos en que hemos actuado. En algunos de ellos era analfabeto incluso el contramaestre.

La defensa de los intereses del marinero se hace en las "Cofradías de Pescadores". En éstas, como en las Hermandades de Labradores, los cargos directivos están siempre ocupados por los re-

presentantes de las secciones económicas (patrones)... El trabajo del pescador es rudo, permanece largas temporadas fuera de su casa, se encuentra en constante riesgo ya que la casi totalidad de la flota está compuesta de barcos antiguos, con motores gastados y de escaso desplazamiento.

El sistema de retribución es una variante del clásico reparto de beneficios, y de hecho es —como veremos inmediatamente— el más cruel procedimiento de explotación del trabajador. El pescador, consciente de que a mayor pesca corresponde mayor beneficio, se agota hasta rendirse en un esfuerzo por realizar grandes capturas... y sufre una gran decepción cuando tiene que volver con la bodega medio vacía.

La mejor manera para conocer este sistema de explotación tal vez sea la del ejemplo. He aquí los resultados de un viaje de pesca de una flotilla:

«El valor de la pesca capturada en las proximidades de las islas Canarias alcanzó el importe de 600.000 pesetas. De este valor total se descuentan todos los costes en que se ha incurrido, incluyendo los de entrada y salida del puerto, administrativos, etc...

Los costes vienen a suponer aproximadamente el 20 por 100 del "monte mayor" o beneficio bruto. Del dinero restante o "monte menor" se reserva el armador o empresario un 73 por 100, de manera que sólo el 27 por 100 de este "monte menor" se distribuye entre los pescadores, de la siguiente manera:

| | |
|---------------------------|---------|
| Patrón de pesca | 1,333 % |
| Primer maquinista | 1,266 » |
| Director de pesca | 0,766 » |
| Contramaestre | 0,725 » |
| Segundo maquinista | 0,664 » |
| Engrasador | 0,495 » |
| Marinero | 0,333 » |

De acuerdo con esto se deduce el siguiente reparto: Gastos de navegación, 120.000 pesetas; beneficio del armador, 350.400 pesetas; salario del marinero, 1.600 pesetas.

Como en este caso la pesca no había sido fructífera y el marinero no alcanzó el mínimo legal, el armador pagó al marinero 600 pesetas más, o sea 2.200, de las que se descontaron 750 en concepto de gastos de alimentación a bordo (alimentación consistente en un plato sin postre). Las vestiduras de trabajo corren también por cuenta del marinero.»

E. M.

("Boletín Informativo" del Centro de Documentación y de Estudios. París.)

IMPRIMERIE SPECIALE
26 - 30, Rue Sainte
MARSEILLE 1^{re}

Juventudes Socialistas

MARSELLA

Las Juventudes Socialistas de Marsella han organizado una jira en autocar al Etang de la Boudé, para el domingo día 26 del corriente julio. A esta jira quedan invitados todos los afiliados

dos y simpatizantes. La salida tendrá lugar a las 7 h. 30 de los terrenos de detrás de la Bourse, junto al Bar Sannat. — Inscripciones en 12, rue Pavillon. — Contribución a los gastos, 4 francos 50. — El Comité.

La base de la libertad

(Viene de la pág. dos.)

tanto en su desarrollo histórico como en su situación actual.

Marx define al hombre como una criatura capaz de trabajar, es decir, de forjar su mundo y determinar sus finalidades en forma consciente. La consideración de la convicción ideológica y voluntaria es parte inseparable del materialismo dialéctico de Marx, ya que sin ese elemento no se puede comprender ni al individuo ni a su mundo. El mundo del individuo es histórico, se va modificando constantemente. Esa idea de las modificaciones no debe servir solamente para un estudio abstracto, sino que debe tener un uso práctico adecuado. Por ejemplo: si a una ciudad moderna, que ha sido evacuada por sus habitantes, entra un grupo de monjes, ni los automóviles ni el teléfono significarán para ellos lo que significan para el hombre, que es el que comprende cómo funcionan y para qué sirven. En el caso de los monjes, el automóvil será para ellos, en el mejor de los casos, algo parecido a una caverna, es decir, un medio para protegerse contra el sol y el frío; mientras que el teléfono servirá para tirarle a la cabeza de otro mono. Estos objetos no son para el mono lo que son para el hombre, puesto que un automóvil con el cual no se sabe viajar no es un automóvil, y el teléfono que no se sabe usar con el propósito con que ha sido fabricado, no es un teléfono propiamente dicho. Y así tampoco se le puede llamar mundo —de acuerdo al carácter histórico condicionado del hombre— cuando no existe un "conocimiento histórico" adecuado. Si en lugar de los monjes llega un hombre de Neanderthal a la ciudad antes mencionada, él podrá hacer uso de muchos más objetos de los que puede usar correctamente el mono, pero tampoco podrá usar aquellos objetos que son producto de la historia, como el automóvil o el teléfono. De aquí se deduce que nuestro mundo tampoco es un mundo histórico cuando no existe la conciencia que cambia con la historia. Pero nuestra conciencia tampoco puede entender su propio mundo, si es que éste no ha sido moldeado por el hombre. El hombre no encuentra al mundo en que vive ya modificándose históricamente, sino que es él el que produce esos cambios. De aquí que la característica principal del hombre es el trabajo. El hombre moldea su mundo por el solo hecho de ser una criatura trabajadora. El trabajo humano no se puede comparar al trabajo de los animales. Aquél es, de por sí, un trabajo consciente, puesto que el hombre se propone cierto objetivo de realización de un trabajo, y no se queda en la etapa de los instintos del animal. La abeja construye las células de cera con mayor precisión que el mejor de los albañiles. Pero en ningún caso las construye de acuerdo a un plan predeterminado antes de comenzar el trabajo, es decir un ob-

jetivo que sirva de guía. Esa es la ventaja del hombre sobre el animal.

Es decir, pues, que el trabajo humano consciente y predeterminado es la definición de la esencia humana. La obra de la abeja es un proceso vital directo e instintivo como cualquier otro proceso vital objetivo, y no se lo puede considerar como un proceso en el que se manifiesta la vida misma. Mientras que, por otro lado, la realización de una finalidad, que se lleva a cabo como un proceso de trabajo humano, eso es una manifestación de la vida, que no se le puede identificar con la vida misma. Porque en ese proceso se lleva a cabo una objetivización de la subjetividad de la vida, que es lo que ocurre cuando la finalidad toma la forma de un objeto; y si el trabajo es una manifestación objetiva de la esencia humana resulta que es la finalidad, y no el medio, de nuestra existencia. Nosotros no trabajamos para vivir, sino que vivimos para trabajar, puesto que en el trabajo el hombre encuentra la verdadera manifestación de su vida. Y de aquí que el trabajo mismo, siendo una manifestación de la vida humana y la finalidad de la misma, es puramente libre. No se la puede considerar como un trabajo impuesto al hombre ("comerás el pan con el sudor de tu frente"). El hombre, en su íntima esencia, es un ente que trabaja por libre voluntad, porque el trabajo es el objetivo de su vida y su verdadera manifestación.

Solamente en el régimen clasista el hombre renuncia a su esencia íntima y a la verdadera manifestación de su vida. Como el producto no queda en manos del productor, sino que pasa a manos de la clase gobernante, el trabajo deja de ser libre para ser impuesto. El hombre huye de él como si fuera una peste. Mientras trabaja no se encuentra en su hogar, y al regresar a su hogar ya no trabaja. Es en los regímenes clasistas en que se deja de recalcar la producción para acentuar el consumo. El hombre,

por su mismo carácter, es el que forja su mundo, es decir, que es un ente productor. Sólo al renegar de su carácter, es que su trabajo se hace impuesto y da más importancia al consumo. El enfoque socialista (marxista) no es un enfoque consumidor sino una actitud productora. Lo que importa, no es que el hombre satisfaga sus necesidades por medio de productos, sino que debe formar su vida gracias al trabajo productivo (ya sea físico o espiritual). El consumo sólo debe servir a la producción, a la renovación de las fuerzas productivas. La finalidad de un socialismo no es un consumo ilimitado, sino la activación de las fuerzas productivas del hombre para que encuentre satisfacción en esa producción. El trabajo debe revelarse como la necesidad vital primordial del hombre.

Elo significa que la abundancia de productos, que es una finalidad del socialismo, no está destinada a un consumo desenfrenado, sino que tiene por objeto servir al hombre productor y creador, que en ello encuentra su satisfacción. Por eso, estancarse en el consumo significa no solamente renegar a la esencia misma del hombre, sino también su rebajamiento al grado de un simple animal. Por eso tienen razón quienes hablan de la humillación del hombre en el régimen capitalista, y especialmente en el período de la "americanización" que es la culminación del enfoque consumidor. Pero no fueron los habitantes de los Estados Unidos los que inventaron este enfoque, sino que lo encontramos ligado a todo régimen de clases, y al capitalismo en particular, puesto que éste convierte al trabajo en una imposición y en un servicio a otra persona. De esa manera induce al hombre a escapar de su carácter productivo.

(1) El doctor M. Grol, recientemente fallecido, a temprana edad, fue jefe del Departamento de Filosofía en la Universidad de Tel Aviv

AYVA ESPAÑA

Crónica de Cataluña

La crisis en las industrias metalúrgicas y textiles aumenta la explotación de los trabajadores

Se está viviendo un grave momento de inquietud e inseguridad social. Es un período como nunca ha habido otro. Se acentúa la crisis en los ramos del metal, textil algodónero y, algo menos, en las industrias sedera, lanera y otras. La situación de los trabajadores no hay manera de resolverla con los actuales sindicatos, debido a que por su estructuración orgánica siempre la rama económica (patrones), se impone a la social (obreros).

Eso hace que se pretenda salvar esta grave crisis explotando más a los trabajadores. No se ha encontrado otra solución que el aumento de la productividad, y este aumento obliga a trabajar más a los obreros. Para nada se tiene en cuenta el factor de mejor maquinaria, utillajes, telares, etc., así como el no menos interesante de organización. En los sindicatos hay una continua aglomeración de obreros denunciando abusos a los burócratas de turno, y quejándose de que les es imposible dar el índice de producción marcado por los patronos.

El convenio es la trampa donde se ha hecho caer al obrero y también en lo de la productividad; y como ni en la confección de los convenios ni al señalar los índices el obrero tiene la menor intervención, el índice está realizado de manera arbitraria por parte de la patronal y con la bendición de los sindicatos del Estado.

En el ramo textil se da el caso de una operaria que llevaba un telar viejo y ahora se ha organizado la empresa para que tenga que llevar tres telares viejos. También en el metal hay talleres donde se pretende aumentar la pro-

ductividad a base de que trabajen los tornos antiguos con cuchillas "vidias" y más revoluciones, con lo que resulta lo contrario de lo propuesto, ya que no son máquinas adecuadas para ese régimen de velocidades ni para el avance pretendido. La consecuencia de ello es que el obrero no puede sacar esa producción que se le ha señalado como normal para tener derecho al incentivo señalado en el convenio colectivo.

En esas condiciones, los obreros reclaman un mejor sueldo, van al sindicato a exponer sus justas quejas y se llevan el gran desengaño al comprobar, los que todavía no se hubieran dado cuenta de ello, que el sindicato vertical, con el convenio colectivo, son los mejores aliados de la patronal.

Entre muchos casos semejantes, vamos a señalar un hecho concreto, ocurrido en Fundiciones Moldeadas Bellavista, S.A. (antigua Fundiciones Sagrera, S.L.) de Sabadell. Hace días castigaron a dos obreros por no alcanzar ese índice de producción señalado. Sus compañeros se solidarizaron con ellos haciendo un plante. A requerimiento de la dirección intervinó inmediatamente la fuerza pública, que desalojó la fábrica. Se apela a los sindicatos que, como siempre, no hacen nada por impedir el cierre. Se hacen gestiones cerca de la Delegación de Trabajo, del gobernador civil, etcétera, y la solución es la siguiente: un castigo colectivo a los obreros (todavía no señalado) y expulsión de diez trabajadores a los que se les califica de rebeldes, activistas contra la empresa y su organización, por lo que no son aptos para trabajar en la empresa.

Hay que tener en cuenta que esta empresa está caracterizada como de las más antisociales y antiobreras de la provincia. Las injusticias que comete contra los trabajadores son muchas. De una plantilla de casi cien obreros, a fuerza de perseguirlos, de exigir lo imposible en la productividad, se ha reducido a cuarenta obreros en la actualidad.

Todas estas provocaciones y otras sin cuento contra los obreros, se cuecen en la mente de un individuo de alma tenebrosa, enemigo declarado de la clase trabajadora, que estudió la carrera de abogado para poner su título y actuación como tal al servicio de las causas más inhumanas. Se trata de José Vila Pagés, jurídico de la Cámara de la Industria de Sabadell. Como representante de la patronal es quien preparó el convenio colectivo y es el que le saca a dicho convenio todos los trucos para no dar al obrero el salario mínimo que necesita. A él se debe también el escrito de expulsión de esos diez trabajadores y él es quien prepara la orden del castigo colectivo.

Tanto en el ramo del metal como en el textil, los cierres de empresas son corrientes. Todas se quieren acoger al llamado para tecnológico, es decir, al cierre, con la aprobación de la Delegación de Trabajo. De esta forma, los obreros cobran el 75 por 100 del salario mínimo, lo que les obliga a peregrinar en busca de nuevo empleo, que no se encuentra pese al Plan de Desarrollo y a tantos polos industriales. No es solamente de las zonas campesinas de donde emigran los obreros al extranjero. Y como casi todas las empresas se ven afectadas por la crisis, aprovechan el menor gesto de protesta de los obreros para despedirlos, con el beneplácito de los sindicatos del Estado y así reducir la plantilla. ¡Ah!, pero estamos celebrando los veinticinco años de paz franquista. Valga el "orden" por la injusticia y por la corrupción.

Corresponsal.

Le centenaire de l'Internationale Socialiste

LA DEUXIÈME INTERNATIONALE

Après la dissolution de la Première Internationale, des Partis socialistes furent fondés en Allemagne (1875), en France (1879), en Belgique (1885), en Autriche (1888) et en Suède (1889). Parmi les délégués des vingt pays qui participèrent au Congrès de Paris — qui fonda la Deuxième Internationale — il y avait déjà des personnalités aussi représentatives que Jules Guesde et Victor Adler, August Bebel et Anseele, Keir Hardie, Plekanov et Clara Zetkin.

Bien que la Première Internationale eût disparu par suite des démêlés avec les anarchistes, la nouvelle organisation ne se délimita pas, dès le début, vis-à-vis d'eux, et ce n'est qu'au Congrès de Londres (1896) qu'ils furent exclus pour leur opposition à toute activité politique et parlementaire.

La nouvelle organisation était basée sur des liens aussi relâchés que ceux de la Première Internationale. Ce n'est qu'au Congrès de Paris (1900) qu'un bureau et un secrétariat furent créés et une contribution financière demandée aux partis affiliés. Le budget, fixé à 16 000 F par an, devait être supporté pour 1 000 francs par chacun des huit plus puissants Partis, 2 000 devant être répartis entre les autres. Jusqu'à la fin du siècle, l'Internationale comprenait aussi bien les Partis socialistes que les syndicats, et ce n'est qu'en 1913 que fut créée la Confédération syndicale internationale.

La Deuxième Internationale se préoccupa de l'unification des mouvements ouvriers, de la coopération avec les partis non socialistes, du colonialisme et,

surtout, des moyens de prévenir la guerre. Les trois derniers Congrès, tenus avant 1914, furent consacrés aux problèmes de la guerre que rendait mena-

Par Serban Voinea

çante la tension anglo-allemande et austro-russe. Le Congrès de Stuttgart (1907) précisa la politique à adopter en vue d'éloigner les dangers de guerre. La proposition de déclencher la grève générale pour prévenir les hostilités fut repoussée en raison de la faiblesse du mouvement ouvrier dans certains pays — particulièrement en Russie tsariste. La classe ouvrière et ses représentants parlementaires devaient tout faire pour éviter la guerre, en employant « tous les moyens qui leur paraîtraient les plus efficaces ». Les Congrès suivants (Copenhague 1910, Bâle 1912) confirmèrent, dans les grandes lignes, les résolutions de Stuttgart.

Mais la Deuxième Internationale, tout comme la Première, avait vu se créer autour d'elle un véritable mythe. La classe ouvrière et une grande partie de l'opinion mondiale la considéraient comme un instrument assez puissant pour empêcher la guerre. Aussi, lorsqu'en 1914, la guerre éclata et que les différents Partis et Mouvements syndicaux se mirent au service de leurs défenses nationales, une profonde désillusion s'empara des masses. La responsabilité de la catastrophe qui s'était abattue sur le monde fut rejetée sur les dirigeants des Partis

socialistes et sur ces Partis eux-mêmes. La propagande communiste tire encore de nos jours profit de la perte de prestige subit par la Social-démocratie en 1914.

A la reprise de son activité (Hambourg 1923), l'Internationale tenta de se donner une organisation plus serrée, afin d'éviter la répétition des événements de 1914. Elle se proposa de devenir « une Internationale de l'action ». A cet effet, les Partis membres devaient accepter une limitation de leur autonomie, l'Internationale « ne pouvant devenir une réalité que si ses décisions sur toutes les questions internationales sont obligatoires pour toutes les organisations affiliées ».

Lorsqu'en 1939 le problème de la guerre se posa à nouveau — dans des circonstances complètement différentes — les partis communistes ne firent pas plus pour prévenir la guerre que n'avaient fait les partis socialistes en 1914. Bien plus, l'U.R.S.S., qui avait à sa tête un gouvernement communiste, contribua à précipiter les hostilités.

En 1914 comme en 1939, les organisations internationales de la classe ouvrière se sont avérées des instruments impropres à empêcher la guerre. L'expérience a ainsi démontré que ce ne sont pas les organisations ouvrières internationales, mais seuls les Etats qui peuvent intervenir avec efficacité pour assurer la paix. Aussi est-ce par la conquête du pouvoir dans les pays les plus puissants que la classe ouvrière peut éloigner du monde actuel le terrible péril que font peser sur lui les menaces de guerre.

P.S.O.E.

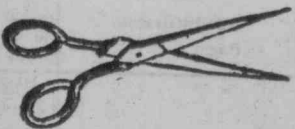
CLERMONT-FERRAND

Se convoca a los afiliados a esta Sección a la Asamblea general extraordinaria que se celebrará el domingo, 26 de julio, a las diez de la mañana en primera convocatoria y a las diez y cuarto en segunda, en nuestro domicilio social.

Entre los asuntos a tratar figuran la lectura de la Memoria para el próximo Congreso del Partido y el nombramiento de un delegado al mismo.

Rogamos a todos los compañeros puntual asistencia.

F. FERNANDEZ.



On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères, vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.
Georges BRUTELLE,
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituirlos, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.
Georges BRUTELLE,
Secretario general adjunto de la S. F. I. O.

L'EUROPE SOCIALE

Dans chaque pays, les travailleurs ne croient qu'aux progrès pour lesquels ils ont lutté et aux droits qu'ils ont conquis. Ce qui leur est donné « par surcroît » n'est jamais réel et durable.

Sur le plan international, il n'en va pas autrement. L'Europe des six n'a pas été constituée pour être seulement une « Communauté économique », mais sociale. Pour qu'elle le devienne, les forces du travail ne doivent compter que sur elles-mêmes.

Il est d'ailleurs évident que l'idée européenne ne pénétrera profondément — comme elle le doit — dans l'esprit des masses et qu'elle ne sera forte du dynamisme populaire que si l'Europe sans douanes intérieures est également une Europe sans barrières sociales.

C'est dire la nécessité de l'action de classe par-delà les frontières. Le jour où se produira, pour une cause importante et unanimement comprise, la première grève européenne dans quelque secteur que ce soit, les communautés prendront, dans la conscience collective, une réalité qu'elles ne peuvent avoir tant qu'elles n'associent ou n'opposent que des délégués parlementaires, des experts gouvernementaux et des groupes consultatifs.

L'initiative qu'a prise la Confédération internationale des syndicats libres n'est pas une grève, mais c'est un avertissement. Des milliers d'ouvriers des mines, venus des six pays, se sont rassemblés à Dortmund, au cœur de la Ruhr.

Leurs revendications sont au nombre de trois :

- Pour un statut européen des mineurs.
- Pour une politique commune de l'énergie.
- Pour une Europe sociale.

Depuis trois ans, le projet de statut attend d'être approuvé et appliqué.

Approuvé, il l'a été, le 27 juin 1961, par l'Assemblée parlementaire européenne tout entière. Mais cela ne suffit pas.

De quoi s'agit-il ? D'assurer aux mineurs, dans l'ensemble de la Communauté, les garanties qu'ils détiennent déjà dans tel et tel pays. Embauche, conditions de travail, sécurité d'emploi, réadaptation, protection sanitaire, pensions ; tels sont les principaux points du régime codifié. La Haute Autorité est d'accord. L'utilité du statut n'est mise en doute par personne.

Le patronat charbonnier fait opposition et les gouvernements évitent de se prononcer. On sait que, dans le domaine européen surtout, les décisions par oui ou par non sont moins fréquentes que l'abstention et l'ajournement. Il en résulte qu'entre l'Europe des patries, celle des patrons et celle d'une démocratie sans frontières, les exécutifs nationaux ont souvent l'air d'esquiver leurs responsabilités.

Une politique commune de l'énergie : les délégués socialistes au Parlement européen insistent sur ce point depuis longtemps. On comprend que les mineurs s'y intéressent tout spécialement.

L'économie du Marché com-

mun est une économie encore foncièrement libérale. Aussi longtemps qu'en ce qui concerne les différentes formes d'énergie, elle s'appuie sur l'entreprise privée plus que sur tout essai de planification, il est inévita-

Par Victor Larock

ble que les fluctuations des investissements, de la productivité et du niveau de l'emploi dépendent principalement des hasards de la conjoncture.

En dix ans, tandis que la main-d'œuvre augmentait, en sidérurgie, de 50.000 unités — plus de 11 % —, elle diminuait dans les charbonnages de 300.000 travailleurs, soit d'environ 30 %. A défaut d'une politique commune de l'énergie, les vicissitudes de la production resteront imprévisibles et en grande partie incontrôlables.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'on lise, dans un important rapport d'experts, des phrases comme celle-ci :

« Pendant les dix premières années de la C.E.C.A., ni le progrès technique ni le passage du cadre national au cadre d'une Communauté n'ont porté de préjudice grave aux mineurs ou aux ouvriers sidérurgistes. (1) »

Comme si l'on pouvait considérer que tout est pour le mieux quand l'intégration européenne se fait sans préjudice grave pour les travailleurs !... Ceux-ci ne l'entendent évidemment pas ainsi.

Une Europe sociale, c'est-à-dire assurément au monde du travail toute sa part dans la prospérité : tel était l'objectif déclaré de ceux qui ont voulu l'intégration.

Or que voyons-nous ? La prospérité est un fait et il n'est pas niabie que toutes les couches de la population en tirent profit. Mais le capitalisme

à la part du lion. Jamais les maîtres de la puissance économique n'ont disposé de plus de moyens ni de plus d'appuis. Jamais les cartels et les holdings n'ont couvert l'industrie et le commerce européens d'un réseau plus étendu et plus serré.

Quant aux objectifs sociaux de la Communauté, ils ont été relégués à l'arrière-plan. Le dernier rapport de notre camarade hollandais Nedershorst ne laisse à ce sujet aucun doute. Il confirme les témoignages répétés d'Arthur Gailly, président de l'Internationale des mineurs et des métallurgistes de la C.E.C.A.

La grande manifestation de Dortmund marque une date : celle de la première réaction de masse à une longue méconnaissance de l'esprit et de la lettre des traités européens. L'avertissement vient à son heure. Puisse-t-il être entendu !

(1) Rapport Wagenführ, Luxembourg, 1963.

Significación del turismo

Justísimas palabras de Josefina Carabias en un artículo publicado en el diario madrileño «Ya».

«Los franceses, como los alemanes y otros europeos, van a España porque la riqueza y prosperidad de su país proporciona salarios altos y un bienestar doméstico que permite a las familias modestas salir al extranjero a veranear. Muchos españoles, sobre todo entre los privilegiados, cometen el error de creer que si los turistas franceses van en masa a nuestros país es porque nosotros vivimos mejor que ellos. Si fuera así, los turistas seríamos nosotros, mientras ellos se quedarían en su casa esperándonos.»

«Ya» - Madrid, 24 junio 1964.

El Partido Laborista y la frustración del convenio sobre las fragatas

Traducción del texto oficial de las declaraciones hechas a la Prensa por un portavoz del Partido Laborista, el día 30 de junio de 1964.

Este negocio no debería haber sido iniciado jamás. Es indudable que el Gobierno no nos va a decir que hemos descendido tanto en el pleno empleo en este país, o que nuestros ingresos derivados de la exportación dependen de vender planos de fragatas a fascistas. En lo que se refiere a la situación de empleo laboral si, por las razones que sean, el negocio es cancelado, el efecto es insignificante puesto que la sección más importante del contrato estaba relacionada con la venta de planos secretos de barcos de guerra británicos. Jamás se planteó la cuestión de construir esas fragatas en los astilleros británicos.

En cuanto a los ingresos de la exportación, difícilmente puede el Gobierno defender la decisión de suspender las ventas de equipos no militares a Indonesia y al mismo tiempo justificar las ventas a España de equipos navales —incluyendo cohetes balísticos— y del saber cómo construirlos y manejarlos (know-how).

La conducta de España durante la última guerra no fue tal que nos obligue a construir su Marina mientras que el Gobierno británico ha dejado que nuestra fuerza naval en el Mediterráneo se debilite hasta el punto en que está.

Finalmente, si se trata de un problema de empleo en los astilleros británicos, tendríamos que estar construyendo fragatas para la Flota británica. Nuestro programa de construcción naval está muy por debajo del mínimo nivel de seguridad, debido a los anti-económicos gastos hechos por el Gobierno en el capítulo de la defensa nacional.

Analfabetismo y nuevo período de escolaridad

El Pleno de las Cortes franquistas aprobó el aumento del período de escolaridad primaria, pasando de doce a catorce años.

Tardía es la reforma, pero vale más tarde que nunca.

Queda ahora el problema de procurar escuelas primarias a todos los niños. Ya antes de esta reforma, las escuelas primarias disponibles eran insuficientes para absorber el censo escolar. Por

añadidura, un gran porcentaje de escuelas de primera enseñanza son privadas y en ellas la enseñanza está lejos de ser gratuita.

El oneroso coste de la enseñanza para las familias pobres, la carencia de escuelas y la miseria de muchos hogares han determinado que España acuse el más bajo nivel europeo de asistencia escolar. Ya porque no haya sitio en la escuela, bien porque la familia no puede pagar la escuela privada o porque los padres —obligados por los escasos ingresos del hogar— destinan prematuramente sus hijos al trabajo, la asistencia escolar es muy baja en España y todavía hoy existe el analfabetismo que tiene su origen en las carencias de la estructura de la enseñanza nacional.

«S.P.», comentando el problema del analfabetismo, y recordando que el analfabeto no es sólo el que no sabe leer y escribir, sino también el que «es incapaz de comprender el sentido de la prosa normal (un periódico), y expresar sus propios sentimientos por medios gráficos», el porcentaje de analfabetos que comúnmente se admite en España, que es el 9 por 100, hay que multiplicarlo «por 3 ó por 4 para que refleje el verdadero estado de las cosas».

Es decir, entre analfabetos de una y de la otra especie, España, tras «veinticinco años de paz», cuenta todavía con 27 ó 36 por 100 de analfabetos.

Nada mejor que una nación de analfabetos para acreditar los beneficios de una tiranía y dar a esta el ambiente necesario para su supervivencia.

(S. I. S.)

Comentario "Las tres marías"

HACE algo menos de un año, publicose en «Ya» un artículo titulado «Lo que aún queda que cumplir del Concordato». Su autor, don Isidoro Martín, catedrático de Derecho Canónico de la Universidad de Madrid, afirmaba que en aquel décimo aniversario de la firma del Concordato, aún no estaba debidamente resuelta la enseñanza de la religión en la Universidad, establecida con carácter obligatorio en aquel alto tratado. Y agregaba el señor Martín: «Digámoslo sin ambages: la enseñanza de la religión en la Universidad ha sido, con muy contadas excepciones, un fracaso total, en el cual continuamos anclados. Mayor fracaso cuanto más tiempo pasa.»

Téngase en cuenta que para establecer la obligatoriedad de tal enseñanza no se esperó al Concordato, sino que el Caudillo se apresuró a imponerla desde su advenimiento. De ahí que el articulista añadiera que «a los cuatro lustros de haberse implantado la enseñanza de la religión en nuestras universidades sigue produciendo más males que bienes.»

Gran desconcierto nos produjo la lectura de tales cosas, pues hasta entonces estábamos convencidos de que ningún curso de todas las universidades y escuelas superiores técnicas carecía de un cura o fraile profesor de religión. Si no era así ¿qué ministro de Educación Nacional había osado el incumplimiento? Y, sobre todo, ¿cómo no se había impuesto el absoluto y catolicismo poder del Caudillo? Pero, además, ¿qué significa eso de que la enseñanza de la religión en los dominios caudillales «sigue produciendo más males que bienes»? Y he aquí que nuestra incompreensión se ha visto esclarecida por un editorial publicado ahora por el propio «Ya» —órgano de Acción Católica— con el atrayente título «Las tres marías».

No se refiere el editorial a aquellas tres santas mujeres del Evangelio. No. «Las tres marías», así entre comillas, son, según explica «Ya» con muy comprensible amargura, el triple e irreverente renouveau que los estudian-

tes universitarios aplican a tres asignaturas que los acompañan durante todos los años de su carrera. Una de ellas es la Educación física, que ha de formar españoles fuertes, capaces de servir las heroicas empresas del Caudillo. Otra es la Educación política, que debe hacer de cada joven español un falangista perfecto. La tercera es la Educación religiosa, cuyo estado preocupa y entristece a «Ya» hasta el punto de escribir:

«No descubrimos nada aludiendo al profundo descrédito en que ha caído la enseñanza religiosa en la universidad, si ya la jerarquía eclesiástica ha declarado estar buscando su remedio. Pero aquí es especialmente grave la situación creada.»

Lo más sorprendente del caso es que la responsabilidad por tan grave situación no parece recaer sobre la mordacidad de los estudiantes ni sobre desatenciones del Gobierno. Por el contrario, «Ya» con discretas pero transparentes palabras, muestra que la desdichada causa del profundo descrédito es la falta de preparación de tantos clérigos profesores que no son capaces de tratar los temas religiosos a la altura con que habría que presentarlos a mentalidades universitarias, sobre todo, como dice el editorial, «cuando los vertiginosos avances de la ciencia y de la técnica, especialmente en el terreno de los orígenes de la vida y de la conquista del átomo y del universo, hacen imprescindible tener a mano el ancla de una fe racional y cultivada...»

No ha bastado, pues, la imposición del Concordato ni la voluntad del Caudillo. Lo que ocurre, por lo que se ve, es que hay muchos clérigos que, acaso por modestia, no sintiéndose bastante fuertes para explicar por ejemplo la Suma teológica de Santo Tomás de Aquino, se aplican a algo así como a instruir religiosamente a esos endiablados universitarios explicándoles cosas tan útiles, eso sí, pero tan sencillas, como a qué santa hay que encomendarse cuando duelen las muelas.

Pericles GARCIA.

ABONNEMENTS

et

REABONNEMENTS

au nom de :

Roger SOUTHON

12, Cité Malesherbes, Paris-9

C. C. P. 18 585 06 — Paris

Comité de Redaction de LE SOCIALISTE :

Jean PAUL-BONCOUR

Suzanne LACORE

Eugène MONTEL

Georges GUILLE

Gérard JAQUET

Joseph BEGARRA

Administrateur :

Roger SOUTHON